



**HAL**  
open science

## Pourquoi Donald Trump veut-il acheter le Groenland ?

Frédéric Lasserre

► **To cite this version:**

Frédéric Lasserre. Pourquoi Donald Trump veut-il acheter le Groenland?. Paix et sécurité européenne et internationale, A paraître, 23. <hal-05472002v2>

**HAL Id: hal-05472002**

**<https://hal.science/hal-05472002v2>**

Submitted on 27 Mar 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

# Pourquoi Donald Trump veut-il acheter le Groenland ?

Frédéric Lasserre

Professeur, département de géographie à l'université Laval de Québec,  
directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CQEG)

**Résumé :** En décembre 2024, Donald Trump, pas encore investi président des États-Unis, revient sur une proposition déjà formulée en 2019 de rachat du Groenland au Danemark. La requête est assortie cette fois-ci de menaces de recours à la force, à tout le moins de sévères représailles en cas de refus de Copenhague. La pression s'accroît en janvier 2026 à la suite de l'attaque américaine contre le Venezuela. Donald Trump ne s'explique guère sur les raisons de ce projet, sauf à mentionner des impératifs de sécurité nationale.

Cette idée de rachat du Groenland par Washington n'est pas nouvelle : à plusieurs reprises dans le passé, les États-Unis ont formulé de telles propositions auprès du Danemark, dans des contextes internationaux différents. Quels sont les objectifs de ces propositions d'achat, hier et aujourd'hui ?

**Mots-clés :** Groenland, Arctique, États-Unis, Trump, Danemark, Inuits, autonomie, souveraineté

**Abstract :** In December 2024, Donald Trump, not yet sworn in as President of the United States, revisited a proposal he had already made in 2019 to buy Greenland from Denmark. This time, the request was accompanied by threats of force, or at the very least severe reprisals if Copenhagen refused. Pressure mounted in January 2026 following the US attack on Venezuela. Donald Trump gave little explanation for the reasons behind this project, other than to mention national security imperatives.

The idea of Washington buying Greenland is not new: on several occasions in the past, the United States has made such proposals to Denmark in different international contexts. What are the objectives of these purchase proposals, both yesterday and today?

**Keywords :** Greenland, Arctic, United States, Trump, Denmark, Inuit, autonomy, sovereignty

## I. Introduction

Lorsque le président élu Donald Trump a de nouveau lancé l'idée d'acheter le Groenland, en décembre 2024, après une première évocation en 2019, les réactions sont allées de la moquerie à l'incompréhension et à l'indignation. La plupart des critiques ont considéré cette idée comme une autre proposition excentrique de Trump. Cependant, l'histoire révèle que l'intérêt des États-Unis pour le Groenland est loin d'être nouveau – il s'agit d'une stratégie qui remonte à plus d'un siècle. Les dynamiques politiques et juridiques entourant l'île ont évolué de manière significative au fil du temps. Aujourd'hui, le Groenland est autonome et dispose du droit de déclarer son indépendance vis-à-vis du Danemark. Donald Trump assure qu'étendre la souveraineté des États-Unis sur l'île est un enjeu fondamental et qu'il y va de la sécurité nationale des États-Unis. Il envisagerait même de recourir à la force pour y parvenir (Shamin, 2025), une menace que non seulement le président répète, mais que différents membres de son administration agitent, dont le chef de cabinet adjoint chargé des politiques à la Maison Blanche, Stephen Miller, le 6 janvier 2026 (Miller, 2026, 10 : 55) ou la porte-parole de la Maison-Blanche Karoline Leavitt (Leavitt, 2025, 1 : 17) ; tandis que d'autres ont écarté la nécessité de l'option militaire, comme le vice-président J.D. Vance en mars 2025, car le Groenland se rallierait (Hivert, 2025), ou le secrétaire d'État Marco Rubio le 6 janvier 2026, ce dernier pour estimer que la menace militaire n'était que rhétorique et destinée à mettre le Danemark et le Groenland sous pression (WSJ, 2026). Quels sont les objectifs de cette volonté d'affirmation américaine sur le Groenland, laquelle va, du moins dans la rhétorique, jusqu'à l'idée d'envahir le territoire d'un allié de l'OTAN ?

## II. Un intérêt ancien

Lorsque le président Trump annonce en août 2019 son souhait de racheter le Groenland, cette proposition est accueillie avec incrédulité et un peu de dérision. Médias comme analystes dépeignent volontiers ce projet comme une fantaisie du président américain. C'est oublier qu'à plusieurs reprises, des discussions ont eu lieu à Washington pour évoquer la pertinence de l'acquisition du Groenland, et qu'il y a eu plusieurs tentatives américaines pour acheter l'île au Danemark. Cette séquence indique bel et bien un objectif récurrent, même s'il n'est pas toujours prégnant dans les représentations et priorités de l'administration américaine.

La première évocation de la possibilité de rachat du Groenland est formulée en 1832 pendant l'administration d'Andrew Jackson. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis ont pratiqué à plusieurs reprises cette méthode d'expansion territoriale, avec les achats de la Louisiane à la France (1803), de la Floride à l'Espagne (1819), du sud du Nouveau-Mexique et de l'Arizona au Mexique (1853), puis de l'Alaska à la Russie (1867).

En 1868, juste après avoir racheté l'Alaska aux Russes, Washington a de nouveau envisagé d'acheter l'île au Danemark (Peirce, 1868), ainsi que l'Islande qui était également une possession danoise jusqu'en 1918 et rattachée à la Couronne danoise jusqu'en 1944. Le secrétaire d'État William Seward, qui avait négocié l'achat de l'Alaska, avait engagé des discussions avec le Danemark pour l'acquisition des Antilles danoises (*Danish West Indies, Dansk Vestindien* en danois, aujourd'hui les îles Vierges américaines), et dans ce processus de négociations, plusieurs nationalistes américains pressèrent Seward de pousser la pression sur les possessions britanniques en Amérique du Nord à la suite de l'acquisition de l'Alaska. Seward, « ardent expansionniste » (Dyer, 1940), y a vu la possibilité de mettre la main sur le Canada et les territoires britanniques, en accroissant la pression afin d'inciter Londres à céder l'Amérique du Nord britannique (Seward, 1868, 3). Il faut se rappeler que le XIX<sup>e</sup> siècle était marqué par de mauvaises relations entre Londres et Washington : les États-Unis venaient de sortir de la

guerre de Sécession au cours de laquelle les Britanniques n'avaient pas caché leurs sympathies pour la Confédération sécessionniste, et la plupart des fortifications britanniques édifiées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en Amérique du Nord (Québec, Halifax, Bermudes, Bahamas) visaient avant tout à se prémunir contre un assaut américain, comme ceux-ci avaient déjà tenté de le faire à deux reprises (1775, 1812). Seward mentionnait également l'abondance des richesses naturelles du Groenland (pêche, charbon, cryolite pour l'industrie de l'aluminium) (Seward, 1868). La presse de l'époque suggère que les négociations avec le Danemark pour un achat de 5,5 millions \$ en or (valeur en 2025 : environ 125 millions \$<sup>1</sup>) pour les deux territoires étaient presque terminées (Ogdensburg Journal, 1868). Cependant, aucune transaction n'a été formalisée. Dyer avance l'hypothèse que le rejet par le Congrès de l'entente sur le rachat des Antilles danoises a sans doute convaincu le Secrétaire Seward qu'il était inutile d'entamer des négociations pour des « terres lointaines du Nord » (Dyer, 1940).

À partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, les États-Unis observaient la montée en puissance de l'Allemagne, ce qui réactive leur intérêt pour le Groenland comme pour les Antilles danoises. Un traité signé en 1902 prévoyait l'achat des Antilles danoises. Signé, il ne fut pas ratifié par les deux chambres du Parlement danois (Archives Nationales danoises, nd). Dans une lettre à son secrétaire d'État, le président Theodore Roosevelt déclara en 1903 que « tant les Antilles danoises que les Antilles néerlandaises dans les Amériques [...] constitueront une tentation constante pour l'Allemagne, sauf si nous les prenons » (cité par Jacobsen et Olsvig, 2024 : 116). Roosevelt a mandaté l'ambassadeur américain à Copenhague pour plaider en faveur d'un accord territorial. Celui-ci confirma les craintes de Roosevelt en écrivant que « l'Allemagne prussianisée pourrait à tout moment s'emparer de ce petit pays et [...] les Antilles danoises seraient allemandes » (*ibid.*).

En conséquence, en 1910, une proposition d'acquisition du Groenland a été discutée au sein du gouvernement américain par l'ambassadeur des États-Unis au Danemark, Maurice Francis Egan. Comme l'ont suggéré des « personnes importantes » danoises, amies d'Egan, les États-Unis auraient échangé Mindanao et Palawan aux Philippines, alors possession américaine, contre le Groenland et les Antilles danoises ; le Danemark pourrait alors échanger Mindanao et Palawan à l'Allemagne contre le Schleswig septentrional, annexé par la Prusse en 1864. Ce projet pour le Groenland était conçu comme parallèle au projet d'acquisition des Antilles danoises (Egan, 1910). Il semble cependant que ce projet n'ait pas été acheminé auprès du gouvernement danois.

L'ouverture du canal de Panama en 1914 a souligné l'importance stratégique, aux yeux de Washington, des approches dudit canal, renforçant ainsi aux yeux du gouvernement américain la pertinence d'arriver à un accord sur les Antilles danoises. Le déclenchement de la première guerre mondiale en 1914 puis l'attaque contre le paquebot *Lusitania* en 1915 renforcèrent l'idée que l'Allemagne pouvait constituer une menace et se saisir du Danemark, et donc des Antilles danoises. Des discussions entre gouvernements reprirent, au cours desquelles le secrétaire d'État Lansing menaça Copenhague d'occuper les Antilles danoises en cas de désaccord (US Department of State, nd). Le gouvernement danois demandait 25 millions \$ et la reconnaissance américaine de sa souveraineté sur le Groenland (Jacobsen et Olsby, 2024). Le traité du 4 août 1916 actant la cession des Antilles danoises, devenues le 31 mars 1917 les îles Vierges américaines, mentionne cependant simplement que le gouvernement des États-Unis « ne s'opposera pas à ce que le gouvernement danois étende ses intérêts politiques et économiques à l'ensemble du Groenland » (Office of the Historian, nd), ce qui juridiquement est bien différent, puisque Washington n'évoque pas le concept de

---

<sup>1</sup> Measuring Worth, <https://www.measuringworth.com/calculators/uscompare/>. Le site CPI Inflation Calculator donne une valeur légèrement différente, <https://www.in2013dollars.com/>. Selon ce site, 5,5 millions \$ de 1868 valaient 124,35 millions \$ en 2025.

souveraineté, non plus qu'il ne reconnaît quoi que ce soit : il se contente de promettre de ne pas s'opposer à l'extension de l'emprise politique du Danemark sur toute l'île... Faute d'accès aux minutes des discussions entre Lansing et les membres de son gouvernement, il est difficile de savoir si cette formulation était volontairement alambiquée ou fortuite.

Le 9 avril 1940, l'Allemagne nazie envahit le Danemark et la Norvège : la question de l'utilisation possible du territoire groenlandais se posa de nouveau, surtout lorsqu'en mars 1941, l'Allemagne étendit la zone de conflit à la côte est du territoire<sup>2</sup>. L'ambassadeur danois à Washington Henrik Kauffmann fut le premier envoyé danois à déclarer qu'il ne pouvait recevoir ni exécuter les ordres d'un gouvernement danois sous contrôle allemand, mais les États-Unis continuèrent à le reconnaître comme représentant officiel du Danemark (Wenande, 2018). Le 9 avril 1941, l'administration Roosevelt signa alors un accord avec Kauffmann, agissant au nom du roi mais sans l'accord du gouvernement du Danemark en territoire occupé, traité accordant aux États-Unis le droit d'occuper le Groenland : « La défense du Groenland contre une attaque par une puissance non-américaine est essentielle à la préservation de la paix et de la sécurité du continent américain, et est l'objet d'une préoccupation vitale des États-Unis d'Amérique et aussi du Royaume du Danemark » (World Legal Information Institute, nd). En affirmant que la défense du Groenland était « essentielle » à la sécurité des Amériques, pour en prendre prétexte pour occuper le territoire, Washington appliquait ainsi directement la doctrine Monroe.

En 1945, après la guerre, le gouvernement danois demanda l'abrogation du traité de 1941 et la restitution du Groenland au royaume, ce que Washington refusa, invoquant l'article 10 du traité : « Le présent accord restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit convenu que les dangers actuels pour la paix et la sécurité du continent américain ont disparu » (*ibid.*). Si aux yeux de Copenhague la menace nazie avait disparu, Washington se plaçait déjà dans une logique de guerre froide et estimait que la sécurité du continent n'était pas établie (Jacobsen et Olsby, 2024). Dans cette logique de structuration de la réponse américaine face à la menace soviétique – le Groenland étant sur la route la plus courte entre l'URSS et l'Amérique du Nord – le président démocrate Harry Truman proposa 100 millions \$ en or au Danemark en 1946 (valeur en 2025 : environ 1,22 milliard \$<sup>3</sup>) pour acquérir le Groenland. Les autorités militaires faisaient valoir que des bases américaines sur l'île permettraient de contrer les éventuelles attaques de bombardiers soviétiques. C'était vraiment la valeur militaire du Groenland qui importait aux yeux de Washington, l'état-major interarmées estimant que l'acquisition de cette île « sans aucune valeur pour le Danemark » était vitale pour les États-Unis (Nelson, 2019). L'une des solutions envisagées était que les États-Unis échangent des terres situées dans le district de Point Barrow, en Alaska, contre les parties du Groenland qu'ils considéraient comme ayant une valeur militaire. Dans le cadre de ce plan, les Danois auraient reçu les droits sur le pétrole potentiellement découvert avec l'obligation de le vendre aux États-Unis (Julian, 2024) – il ne faut pas oublier que la découverte des grands gisements de pétrole dans le nord de l'Alaska date de 1967. Près de 80 ans plus tard, Marc Thiessen, directeur de la rédaction des discours à la Maison-Blanche (2007-2009) continue de croire que le Danemark a fait ce jour-là une erreur magistrale. « En 1967, la découverte de pétrole la plus riche de l'histoire des États-Unis a eu lieu dans la région de Point Barrow. Mauvaise décision, Danemark ! Triste ! » (Thiessen, 2019), écrivait-il dans une analyse datée de 2019, qui fait peu de cas des souhaits des populations directement concernées, à savoir les Inuits du Groenland et de l'Alaska.

---

<sup>2</sup> De 1941 à 1945, les Alliés et les Allemands s'efforcèrent de construire des stations météorologiques sur la côte est de l'île, informations stratégiques pour les routes des convois alliés puis la conduite des opérations militaires après le débarquement, mais aussi de traquer et détruire les stations de l'ennemi.

<sup>3</sup> Pour CPI Inflation Calculator, 100 millions \$ de 1946 valaient 1 646 millions en 2025.

Prenant acte de l'accent mis par Washington sur les enjeux de sécurité, le gouvernement du Danemark accepta l'idée d'une présence militaire américaine permanente, un changement de posture qui permit la négociation et la signature du traité de 1951. Cet accord permet aux États-Unis de conserver ses bases militaires au Groenland (13 en 1945) et d'établir de nouvelles bases ou « zones de défense » si l'OTAN le juge nécessaire. L'armée américaine peut librement utiliser et se déplacer entre ces zones de défense, mais ne peut porter atteinte à la souveraineté danoise au Groenland. L'accord reste en vigueur tant que le traité de l'OTAN est en vigueur (Yale Law School, nd). C'est sous l'égide de ce traité que fut construite la grande base aéronavale de Thule qui, pendant la guerre froide, a accueilli jusqu'à 10 000 personnes. Le traité a été renouvelé en 2004 et amendé pour y inclure le statut d'autonomie du Groenland et la nécessité de consulter le gouvernement territorial (US Department of State, 2004).

Il est donc clair que l'idée d'acheter le territoire du Groenland n'est ni récente, ni une lubie du président Trump. Si la motivation du projet d'acquisition en 1868 était essentiellement l'attrait des ressources et la volonté de prendre l'avantage dans la rivalité avec les Britanniques, des motifs de sécurité étaient au cœur des projets de rachat de 1910, 1916 et 1946. Cependant, on peut s'interroger sur les motifs présents derrière la reprise récente par le président Trump de cette ancienne idée d'acquisition du Groenland.

### III. Un projet relancé par le président Trump

Révéla le 16 août 2019 par *The Wall Street Journal* (Salama *et al.*, 2019), l'intérêt de Donald Trump pour l'acquisition du Groenland a été confirmé trois jours plus tard par le président lui-même. Le refus du gouvernement groenlandais et de la première ministre danoise, Mette Frederiksen, ont à l'époque poussé Donald Trump à retarder sa visite au Danemark, prévue pour septembre, entraînant un incident diplomatique entre les deux pays. L'accueil des autorités danoises et groenlandaises face à la proposition d'achat reformulée dès le 23 décembre 2024, alors que D. Trump n'est pas encore président en exercice, n'est pas meilleur. Cette fois-ci, manifestement l'administration Trump redouble d'efforts pour faire avancer son projet d'acquiescer le Groenland. Il affirme que les États-Unis « ont besoin du Groenland pour la sécurité internationale. Nous irons aussi loin que nous devons aller. Et le monde a besoin que nous ayons le Groenland » (Trump, 2025 : 0 : 11), se prévalant ainsi d'une supposée nécessité internationale. Il dépêche son vice-président J.D. Vance en mars 2025 au Groenland, sur la base de Pituffik, d'où celui-ci prononcera un discours très critique de la gestion danoise des enjeux de sécurité au Groenland (« vous n'avez pas fait un bon travail ») (Vance, 2025, 10 : 55) et évoquera les « très agressives incursions de la Russie et de la Chine » (Vance, 2025, 8 : 55) sans en donner un seul exemple.

Le 20 décembre, il nomme le Gouverneur de la Louisiane<sup>4</sup> Jeff Landry envoyé spécial pour le Groenland. Celui-ci s'empresse d'affirmer sur X qu'il « est un honneur de vous servir à ce poste pour faire du Groenland une partie des États-Unis » (Landry, 2025) : les États-Unis ont donc officiellement nommé un membre de l'administration américaine dont le mandat est explicitement d'intégrer le territoire d'un allié, en l'occurrence le Danemark, ce qui a conduit le gouvernement danois à convoquer l'ambassadeur américain (Hivert, 2025b). Confronté à une pression croissante de la part de Washington, qui n'exclut ni la mise en place de tarifs punitifs (Trump, 2025c, 1 : 54) ni le recours à la force, Copenhague considère désormais les États-Unis comme une menace pour sa sécurité (Hivert, 2025c).

---

<sup>4</sup> L'achat de la Louisiane en 1803 est bien évidemment un élément de communication dans cette nomination, comme l'a rappelé le président lui-même (Trump, 2025b, 0 :10).

## IV. L'attrait des ressources naturelles ?

Nombre d'articles sur le Groenland font état de ressources naturelles abondantes sur l'île, ce qui expliquerait l'intérêt des États-Unis comme d'autres puissances comme la Chine. Washington voudrait mettre la main sur ce qui est présenté comme un eldorado de ressources. Il est vrai que l'ancien conseiller de D. Trump à la sécurité nationale, Mike Waltz, a déclaré à Fox News en 2024 que l'intérêt de l'administration pour le Groenland portait sur « les minéraux essentiels » et « les ressources naturelles » (dans Ronald, 2026).

On sait depuis longtemps que des ressources sont présentes sur l'île, l'exploration minière est ancienne et remonte au XIX<sup>e</sup> siècle. Une importante mine de cryolite, un minéral entrant dans la fabrication de l'aluminium, a été exploitée à Ivittuut de 1854 à 1987 et a suscité un intérêt réel de Washington dans le projet de 1868, puis dans une moindre mesure en 1910. Un gisement de plomb et zinc a été exploité de 1956 à 1963 à Mestersvig ; une mine de plomb, zinc, argent a fonctionné à Maarmorilik de 1973 à 1990. Du charbon a été extrait de la mine de Qullissat de 1924 à 1972 (Lasserre, 2010).

En ce qui concerne les hydrocarbures, le potentiel représenté par le pétrole du plateau continental était jugé encourageant par nombre d'analystes. Les estimations du *United States Geological Survey* (USGS) font état d'environ 31,4 milliards de barils d'équivalent pétrole dans la région Est du Groenland (Gautier, 2019), répartis en 8,9 milliards de barils de pétrole et 2 440 milliards de m<sup>3</sup> de gaz (Gautier, 2007), et de 7,8 milliards de barils de pétrole et 2 594 milliards de m<sup>3</sup> de gaz dans le bassin occidental de la baie de Baffin, partagé avec le Canada (USGS, 2025). Ce potentiel très encourageant a fortement incité le Groenland à promouvoir d'importantes campagnes d'exploration pétrolières et gazières dans les eaux groenlandaises. Débutées dans les années 1970, l'exploration a connu en effet une accélération significative à partir de 2011, sous la houlette du gouvernement autonome du Groenland (Casey, 2014) qui voyait dans l'extraction de ressources un levier économique permettant potentiellement de financer l'accès à l'indépendance, depuis 2009 et l'accord sur l'autonomie interne (Kuokkanen, 2017 ; Lasserre et Pic, 2021). Mais l'absence de découverte de gisement commercialement exploitable a conduit le gouvernement, plus proche des questions de protection environnementale après les élections de 2021, à mettre un terme à l'exploration gazière et pétrolière en 2021 (Reuters, 2021 ; DW, 2021).

Il n'y a donc jamais eu de production pétrolière et gazière au Groenland, et il n'y a aucune réserve prouvée à ce jour. Il reste quatre licences d'exploration actives, que le gouvernement n'a pas souhaité révoquer lors de la mise en place du moratoire sur l'exploration en 2021. Dans l'Est du territoire, trois sont regroupées dans une zone dite du bassin de Jameson, où aucune campagne d'exploration n'a encore eu lieu. La compagnie britannique *80 Mile*, en partenariat avec l'entreprise texane *Greenland Energy Company*<sup>5</sup>, a récemment annoncé que les estimations préliminaires laissaient entrevoir un potentiel d'environ 13 milliards de barils de pétrole dans ses concessions, soit davantage que les estimations de l'USGS pour tout l'Est du Groenland (Thorsson, 2025 ; Knight, 2025). Si une découverte majeure était effectuée, cela changerait la dynamique géopolitique, mais aucun forage n'ayant encore été effectué, on en est encore réduit à des estimations à confirmer. Les partenaires de ce projet communiquent publiquement comme si une découverte majeure était imminente, alors que le gouvernement groenlandais rappelle que les forages exploratoires n'ont pas encore été effectués (Jørgensen, 2026). Le gouvernement actuel se montre hésitant sur la conduite à tenir en cas de découverte significative, car un débat traverse la société groenlandaise et les partis de la coalition au pouvoir sur les risques associés à l'exploitation pétrolière, mais il est probable qu'une

---

<sup>5</sup> Résultant de la fusion des deux texanes Greenland Exploration Ltd et March GL (World Oil, 2025).

découverte majeure et les revenus associés constitueraient un fort incitatif pour maintenir la licence d'exploration et d'exploitation actuelle.

Dans le domaine minier, des gisements importants sont identifiés.

L'entreprise *Greenland Minerals*<sup>6</sup>, devenue *Energy Transition Minerals* en 2022, a investi dans la valorisation du gisement de terres rares de Kvanefjeld, présenté comme le 2<sup>e</sup> gisement mondial d'oxydes de terres rares et le 6<sup>e</sup> gisement d'uranium au monde. Mais ce projet a été bloqué par le gouvernement groenlandais en 2023 pour des raisons environnementales<sup>7</sup> (Breum, 2023). L'ampleur de ce gisement dans ce secteur stratégique a accrédité l'idée d'un Groenland riche en ressources qui pourraient tomber sous le contrôle de compagnies chinoises. Les réserves estimées du Groenland en terres rares sont conséquentes et l'ampleur du gisement de Kvanefjeld en atteste (Lasserre et Lerouge, 2021). Cependant, des estimations de 2025 du *United States Geological Survey* (USGS) évaluent les gisements potentiels de terres rares du Groenland à environ 1,5 million de tonnes, soit environ 1,7 % du total mondial, contre 1,9 Mt aux États-Unis et 21 Mt au Brésil : si des ressources existent bien au Groenland, on est loin, dans l'état actuel des connaissances, d'un eldorado minier, même dans le domaine des terres rares.

Tableau I. Réserves estimées en terres rares, 2024

	Réserves estimées (Mt)	% des réserves mondiales
Chine	44	48,8
Brésil	21	23,3
Inde	6,9	7,7
Australie	5,7	6,3
Russie	3,8	4,2
Vietnam	3,5	3,9
États-Unis	1,9	2,1
Groenland	1,5	1,7
Tanzanie	0,89	0,99
Afrique du Sud	0,86	0,96
Canada	0,83	0,92
<b>Total</b>	<b>&gt; 90</b>	

Source : US Geological Survey, Rare Earths, Mineral Commodity Summaries, janvier 2025, <https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2025/mcs2025-rare-earth.pdf>.

En 2026, seules deux mines sont en activité. Exploitée par la compagnie *Lumina Sustainable Materials*, contrôlée par deux fonds d'investissement suisse et canadien, la première, située dans l'ouest du Groenland à Qaqaortorsuaq, produit de l'anthrosite, utilisée

<sup>6</sup> Compagnie australienne, aujourd'hui appelée Energy Transition Minerals (ETM). Le site de Kvanefjeld figure toujours parmi ses projets, <https://etransmin.com/kvanefjeld-project/>. La compagnie chinoise Shenghe Resources Holding Co. détient 7 % du capital de l'entreprise.

<sup>7</sup> En 2021, le gouvernement autonome du Groenland, de tendance souverainiste, a adopté une loi interdisant l'exploitation de l'uranium au Groenland. À l'été 2023, ETM s'est vu refuser une licence d'exploitation pour son projet de Kvanefjeld. En effet, les terres rares de la région sont mêlées à l'uranium, et l'exploitation minière ferait inévitablement remonter ce dernier à la surface, ce que le gouvernement du Groenland souhaitait empêcher.

dans les matériaux de construction. La seconde, située dans le sud de l'île, est l'ancienne mine d'or de Nalunaq, fermée en 2013, et rachetée par la société canadienne *Amaroq Minerals*, qui est en processus de relance de la production depuis 2024 (Mining.com, 2026).

La mine de rubis *Greenland Ruby* a fait faillite en septembre 2024 (Bye, 2024). Le grand gisement de fer d'Isua demeure inexploité : la compagnie minière chinoise *General Nice* l'a racheté en 2015 après la faillite de *London Mining*, mais le gouvernement groenlandais a révoqué sa licence d'exploitation en 2021 pour cause d'inactivité sur le site minier (Mining Technology, 2021). À l'extrême nord de l'île, le projet de zinc du fjord Citronen, avec un gisement considéré comme très conséquent, devait être développé en partenariat entre l'australienne *IronBark* et la chinoise *NFC (China Nonferrous Metal Industry)* qui avaient signé un protocole d'accord en 2014. En 2021, le contexte international a conduit *IronBark* à se détourner de *NFC* (van Leeuwen, 2021) pour opter pour du financement américain, avant de vendre ses intérêts à *Almeera* de Dubai en décembre 2024 (IronBark, 2024). Le gisement de cuivre de Wegener Halvø, sur la terre de Jameson dans l'Est du Groenland, était l'objet d'un projet sino-britannique en 2008, entre *Nordic Mining* et *Jiangxi Zhongrun Mining*. D'autres entreprises chinoises se sont jointes au projet en 2011. Cependant, confrontées au ralentissement économique chinois, à la baisse des cours mondiaux et à des coûts élevés, le projet n'a guère progressé et la licence d'exploration a expiré en 2019 (Jiang, 2021).

Cet emballement médiatique pour les richesses du Groenland « est fondé sur un malentendu », estime le géologue groenlandais Minik Rosing. « Certes, ces matières critiques ont de la valeur, et le Groenland en regorge. Mais on peut aussi les trouver ailleurs dans le monde, où il est souvent plus facile et moins cher de les exploiter. Or, ce qui en fait une ressource, c'est la valeur qu'elles dégagent par rapport au coût de production, et on n'y est toujours pas », explique-t-il (cité par Hivert, 2026). Les coûts de production, comme ailleurs en Arctique, demeurent élevés et c'est le rapport entre cours mondiaux et coûts qui détermine la rentabilité escomptée et donc l'intérêt des compagnies minières (Lasserre et Pic, 2021 ; Lasserre, 2021). « S'il y avait un "trésor" au bout de l'arc-en-ciel au Groenland, les entreprises privées s'y seraient déjà rendues », a déclaré Jacob Funk Kirkegaard, chercheur au *Peterson Institute for International Economics* (cité par Egan, 2026).

Riche en ressources minérales, le Groenland l'est probablement, car peu de campagnes d'exploration y ont été menées pour inventorier l'ampleur des gisements et le potentiel qui se dessine semble intéressant, tout comme dans l'Arctique canadien par ailleurs. Mais le territoire est ouvert à toutes les entreprises, y compris américaines car, précisément, le gouvernement autonome cherche à valoriser son potentiel économique pour pouvoir atteindre l'objectif de l'indépendance. À court terme, la décision du gouvernement groenlandais de bloquer l'exploitation de tout gisement contenant de l'uranium pourrait inquiéter quelques compagnies minières et ralentir le processus d'exploration au Groenland, mais il ne signifie pas une attitude défavorable envers les projets miniers ou industriels. Quoi qu'il en soit, le 22 décembre 2025, D. Trump a répété que les États-Unis « ont besoin du Groenland pour la sécurité nationale. Pas pour les minerais, nous avons tant de sites avec des minerais et du pétrole, nous avons plus de pétrole que n'importe quel pays dans le monde (*sic*) » (Trump, 2025b, 0 : 49).

## V. Renforcer la sécurité militaire, mais face à quelle menace ?

### V.1. Le réveil d'un intérêt presque éteint pour l'Arctique

Après la fin de la guerre froide, Washington s'était largement détourné de cette région, devenant ce que le chercheur Rob Huebert avait qualifié de « puissance arctique à contrecœur » (*reluctant Arctic power*) (Huebert, 2009). La stratégie publiée par le Pentagone

en juin 2019 (Department of Defense, 2019) constitue un revirement majeur : elle présente clairement cette zone comme le cadre d'une nouvelle grande compétition entre les États-Unis, les Russes et les Chinois. Les États-Unis s'intéressent de nouveau à l'Arctique, non pas parce qu'il présente un intérêt en soi ou parce qu'une partie du territoire américain se trouve en Arctique, mais parce que l'intérêt de la Russie et, surtout, de la Chine pour cette région pourrait constituer une menace pour l'arrière-cour des États-Unis.

C'est dans ce cadre stratégique d'un intérêt militaire renouvelé pour l'Arctique, après des décennies de désintérêt, qu'il faut situer les propositions de Donald Trump. Cependant, les motifs évoqués pour justifier le projet de rachat du Groenland par le président désigné Trump, à la veille de son 2<sup>e</sup> mandat, demeurent très flous.

## V.2. Un enjeu de sécurité nationale ?

Les propos du président Trump et de ses collègues du gouvernement évoquent des enjeux liés à la sécurité des États-Unis, puisque telle est l'affirmation de D. Trump dès 2024 : « aux fins de sécurité nationale et de la liberté dans le monde entier, les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue » (Trump, 2024), un motif répété à plusieurs reprises au cours de l'année 2025 comme on l'a vu. D. Trump ou J.D. Vance mettent particulièrement l'accent sur la menace que constitueraient la Chine et la Russie. « Si on regarde le long des côtes [du Groenland], vous voyez des navires russes et chinois partout » (Trump, 2025b, 1 : 02), et « Nous allons agir au Groenland, qu'ils le veuillent ou non, car si nous ne le faisons pas, la Russie ou la Chine s'empareront du Groenland et nous ne voulons pas avoir la Chine ou la Russie comme voisins »<sup>8</sup> (Trump, 2026c, 0 : 11).

Walter Berbrick, du *Naval War College*, avait déclaré en 2019 : « Celui qui tiendra le Groenland tiendra l'Arctique. C'est l'emplacement stratégique le plus important de l'Arctique et peut-être du monde » (cité dans Lippman, 2019). Cependant, aucune analyse ne vient étayer de manière crédible cette déclaration aux accents inspirés du modèle très contestable d'Halford Mackinder sur le *heartland*<sup>9</sup> – tout en contredisant ce modèle datant de 1904 qui place le cœur du monde en Sibérie continentale.

De manière plus spécifique, plusieurs analyses de la presse américaine font état d'enjeux de sécurité liés au développement de la Route maritime du Nord le long des côtes sibériennes et de la coopération sino-russe dans l'Arctique.

---

<sup>8</sup> Oubliant ce faisant que l'Alaska est déjà voisine de la Russie, l'île américaine de la Petite Diomède n'étant distante que de 3 km de la Grande Diomède russe dans le détroit de Béring.

<sup>9</sup> Avec sa fameuse maxime « Qui contrôle le *Heartland*... contrôle le monde », H. Mackinder est devenu un théoricien célèbre de la géopolitique matérialiste, pourtant ses idées, directement inspirées de la rivalité russo-britannique de l'époque, ne reposent sur aucune démonstration crédible. Voir Lasserre, F. (2020). Mackinder, la Chine et les nouvelles routes de la soie. Un modèle adapté ? *Regards géopolitiques* 6(3), 12-23, <https://cqegehiulaval.com/mackinder-la-chine-et-les-nouvelles-routes-de-la-soie-un-modele-adapte/>.

Fig. 1. Le Groenland dans son environnement militaire et de sécurité



Source : F. Lasserre

### V.2.1. Les voies maritimes et la coopération maritime Chine-Russie

Dans cette optique, les États-Unis et leurs alliés auraient tout intérêt à ce que ces voies maritimes arctiques ne tombent pas sous le contrôle de la Russie ou de la Chine (Pechko, 2025). « Voulons-nous que l'océan Arctique se transforme en une nouvelle mer de Chine méridionale, marquée par la militarisation et des revendications territoriales concurrentes ? » avait demandé le secrétaire d'État Mike Pompeo à Rovaniemi, en Finlande le 6 mai 2019 (Hounshell, 2019 ; The Guardian, 2019). Dans cette optique, l'achat du Groenland aiderait les États-Unis à mieux sécuriser ces nouvelles voies de passage stratégiques. Cette analyse pêche pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les revendications concurrentes de plateaux continentaux étendus sont certes rivales, c'est déjà le cas et cela comprend la revendication américaine, mais elles coexistent de manière paisible, car les États arctiques n'ont jamais contesté les revendications des voisins, alors qu'ils en auraient la possibilité. Tout se passe comme si, malgré les différends et les tensions entre Russie et Occidentaux, on cherchait à préserver le potentiel de négociation pour régler ces revendications concurrentes, lorsque le moment sera opportun politiquement (Lasserre, Choquet, Escudé, 2025). Par ailleurs, la Route maritime du Nord (RMN) sibérienne est déjà *de facto* sous le contrôle de Moscou ; la Russie de fait ne cherche pas à développer d'activités de transport du côté du passage du Nord-Ouest (PNO) et les quelques compagnies chinoises qui naviguent en Arctique le font le long de la RMN, pas dans le PNO (Baudu et Lasserre, 2025a, 2025b). Le Groenland n'est pas proche des côtes sibériennes, un simple coup d'œil à une carte en projection polaire souligne

même qu'il s'agit des terres arctiques les plus éloignées de la Sibérie. La pointe nord du Groenland se situe à 1 800 km de Mourmansk ou de la péninsule de Taïmyr, la plus courte distance vers un point de l'Arctique russe, alors que l'Alaska en est toute proche : on voit mal comment le contrôle souverain du Groenland permettrait d'empêcher Chine et Russie de continuer à développer la navigation commerciale le long de la RMN, sachant qu'ils n'ont pas l'intention de le faire dans le PNO. De plus, le trafic de transit commercial par la RMN demeure très limité, avec seulement 97 transits en 2024, essentiellement des navires russes, et ne comprenant que 14 voyages de navires chinois (Baudu et Lasserre, 2024 ; CHNL, 2024, 2024b). Pour mémoire, le transit par le canal de Suez était de 26 434 navires en 2023 (avant la crise des houthis) et de 14 080 par Panama.

Enfin, s'il n'y a pas d'activité maritime russe ou chinoise particulière près des côtes groenlandaises, il y a eu des exercices chinois et sino-russes en mer de Béring en 2022 et 2024 respectivement, tandis que des patrouilles conjointes de garde-côtes ont eu lieu dans l'Est de la RMN, donc dans les approches Pacifique de l'Arctique (CSIS, 2025 ; Edvardsen et Hansen, 2024 ; Schreiber, 2022). Pour mieux contrôler une éventuelle entrée de bâtiments militaires chinois en zone arctique, une possibilité depuis le rapprochement politique sino-russe accéléré depuis 2022 et le développement d'une coopération entre marines et garde-côtières chinoises et russes en Arctique (Nilsen, 2023), étoffer les actifs militaires en Alaska et près du détroit de Béring fait bien davantage de sens pour les États-Unis, car c'est sans doute par ce point de passage que les bâtiments chinois chercheraient à passer. Plusieurs bases militaires américaines en Alaska permettent déjà de surveiller l'accès au détroit, verrou de l'océan Arctique sur le Pacifique.

## V.2.2. La perspective d'une confrontation avec la Russie ?

Face à la Russie continue de peser la dissuasion nucléaire américaine, de même que pèse la menace de la dissuasion nucléaire américaine sur la Russie. Dans le cadre du rapprochement entre Chine et Russie qui s'opère depuis plusieurs années, il est possible que cette perspective d'une menace des missiles balistiques russes ait été perçue de manière plus prégnante à Washington. Mais, précisément, c'est pour assurer une détection précoce de l'arrivée de ces missiles que le réseau de radars de la *Distant Early Warning* (DEW Line), transformée en *North Warning System* dans les années 1990, a été construit dans le nord du Canada, avec la base de Thulé, devenue Pituffik en 2023, comme important site d'écoute et de détection avancé. Le 13 janvier 2026, pour la première fois, D. Trump a évoqué un lien entre le contrôle du Groenland et la mise en place du *Golden Dome* (Trump, 2026c), ce grand projet de parapluie destiné à protéger le territoire américain de toute attaque de missile balistique.

Cependant, on ne voit pas très bien en quoi une souveraineté américaine sur le Groenland changerait réellement les capacités de surveillance américaines face à la menace balistique russe, qu'il s'agisse de détection avancée ou de mise en place du *Golden Dome*, un projet encore embryonnaire, aux coûts énormes et dont plusieurs analystes doutent de la faisabilité (Bellais, 2025). Les États-Unis disposent déjà d'une très grande base militaire dans le nord-ouest du Groenland, la base de Thulé (appelée Pituffik depuis 2023), que le gouvernement groenlandais n'a pas remise en cause, ni maintenant ni dans une optique d'accès à l'indépendance. Le traité de 1951 sur la coopération militaire entre États-Unis et Danemark, renouvelé en 2004, prévoit expressément la possibilité pour Washington de demander l'ouverture d'autres bases afin de conforter les outils militaires de l'OTAN ou du NORAD<sup>10</sup> au

---

<sup>10</sup> Le NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord) est l'organisation militaire américano-canadienne qui assure la surveillance et la défense de l'espace aérien et maritime de l'Amérique du Nord contre les menaces, notamment aérospatiales.

Groenland. Quant à la menace balistique chinoise, la carte montre bien que le Groenland n'est d'aucune utilité pour la surveiller, la trajectoire des missiles en provenance de Chine ou de sous-marins chinois stationnés dans le Pacifique ne survolant pas l'Arctique.

Serait-ce dans le domaine naval que se nourriraient les inquiétudes américaines ? Les sonars passifs de la ligne GIUK (Greenland-Iceland-United Kingdom), avaient été installés pendant la guerre froide précisément pour surveiller les infiltrations de sous-marins nucléaires soviétiques dans l'Atlantique Nord depuis leur bastion de Severomorsk près de la mer de Barents à travers ces seuils critiques car points de passage longtemps obligés, mais ils ont été progressivement démantelés depuis la fin de la guerre froide. Ils ont cependant été remplacés par des systèmes mobiles SURTASS (*Surveillance Towed Array Sensor System*, Système de capteurs remorqués de surveillance) tirés par des navires spécialisés qui peuvent patrouiller dans les points de passage entre Groenland, Islande et Écosse. De plus, la flotte russe a vu ses effectifs fondre depuis la chute de l'URSS en 1991, passant de 65 sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) à 16 en 2024, et de 60 sous-marins nucléaires à missiles balistiques (SNLE) à 14 en 2024. La flotte russe arctique n'est plus que l'ombre de ce qu'elle était en 1991.

Cependant, après une période de déclin accéléré des effectifs de la flotte russe, on observe ces dernières années un effort soutenu de la Russie pour restaurer un outil naval crédible avec la force sous-marine. Les classes de SNA *Yasen* et de SNLE *Borei* connaissent des lancements désormais réguliers pour venir renouveler cet outil avec des unités modernes et discrètes. Avec l'accroissement de la portée des missiles balistiques tirés des sous-marins, cela fait plusieurs années que les SNLE n'ont plus besoin de franchir le GIUK pour assurer la dissuasion, il leur suffit de se cacher en mer de Barents. Ce qui est nouveau, c'est le développement de capacités de frappe conventionnelle à l'aide de missiles de croisière *Kalibr* d'une portée de 2 200 km, tirés depuis des SNA ou des sous-marins conçus comme lanceurs de missiles conventionnels (SSGN). Ainsi, pour menacer, en cas de conflit majeur entre OTAN et Russie, le déploiement de renforts depuis les États-Unis et l'Europe, les SNA n'ont plus besoin de traquer les convois. Ils pourraient se contenter de mouiller eux aussi au nord du GIUK et de tirer leurs missiles sur les convois, voire simplement sur les ports où viendraient accoster ces convois, compliquant ainsi considérablement l'acheminement de ces renforts (Strategic Comments, 2019 ; Metrick, 2019 ; Childs, 2022). C'est aussi dans cette optique d'une recherche de parade de l'OTAN face à ces changements dans la menace russe sur la logistique de l'OTAN en cas de guerre, recherche entamée dès 2019 (Pincus, 2020) qu'il faut comprendre la réouverture de la base aéronavale de Keflavik en Islande, fermée en 2006 puis rouverte en 2019, et la réouverture de la base d'Evenes en Norvège, fermée en 1995 puis rouverte en 2020 ; et le déploiement d'avions spécialisés dans la chasse anti-sous-marine (ASW) P-8 *Poseidon* aux bases de Keflavik, de Lossiemouth en Écosse en 2022 et d'Evenes en Norvège en 2025.

L'émergence, enfin, d'une menace pesant sur les câbles sous-marins, qui constituent de plus en plus l'ossature des réseaux internet et de télécommunications desquels nos économies et sociétés sont devenues très dépendantes, et alors que se profilent plusieurs projets de câbles arctiques (Middleton et Bønning, 2025), renforce la pertinence d'une surveillance accrue des mouvements de submersibles russes dans l'extrême nord de l'Atlantique, à la jonction avec l'océan Arctique (Aguiar, 2025).

Cette adaptation de la stratégie navale de l'OTAN dans l'Atlantique Nord et les approches du bastion russe de la mer de Barents ne *datent* donc pas d'hier. Effectivement, dans le cadre du *National Defense Authorization Act*<sup>11</sup> de 2020, le Congrès a demandé aux forces armées et à l'administration maritime de trouver un nouveau port stratégique dans l'Arctique, afin d'étendre les capacités d'intervention des forces américaines. Si plusieurs sites au Groenland peuvent constituer des options viables (Larter, 2020), les acquérir et les construire pourrait

---

<sup>11</sup> Loi permettant le financement annuel de la défense américaine.

se faire sans nécessairement que le Groenland ne passe sous souveraineté américaine, dans le cadre du traité de 1951. Cet enjeu de l'adaptation de la stratégie navale de l'OTAN face à la menace sous-marine de la Russie pourrait paraître comme l'argument le plus crédible, il est évoqué dans la littérature depuis plusieurs années, pourtant il n'est jamais évoqué par l'administration Trump.

Enfin, le 16 janvier, pour la première fois le directeur adjoint de la Maison-Blanche, Stephen Miller, a parlé de la nécessité de contrôler la navigation qui se développerait autour du Groenland. Il ne faisait pas allusion à la fallacieuse intense activité militaire de bâtiments russes et chinois près du Groenland, mais à l'enjeu de « la capacité de contrôler les mouvements de navigation et les voies de circulation dans les régions polaires et arctiques (*sic*) » (Miller, 2026, 1 : 45). Cet argument est nouveau, ne tient pas compte du fait que la navigation de transit est très faible dans l'Arctique canadien et bien davantage développé du côté russe. Ce caractère très mouvant, éclectique et imprécis des éléments qui justifieraient l'idée que le Groenland est fondamental pour la sécurité des États-Unis ne plaide pas en faveur de sa crédibilité. Si Trump invoque la nécessité de renforcer la sécurité militaire, on ne voit guère en quoi un Groenland américain viendrait substantiellement renforcer cette sécurité de manière plus efficace que les leviers déjà existants avec le traité de 1951. Par ailleurs, la sécurité dans les eaux groenlandaises ne semble pas menacée ni par la flotte militaire russe ou chinoise, ni par un trafic maritime de transit encore embryonnaire le long de la Route maritime du Nord. Enfin, si les questions de sécurité avaient pris une place importante dans la volonté américaine de conserver le Groenland en 1946, dans un contexte de guerre froide, avant de revenir sur le devant de la scène dans les arguments présentés par les administrations Trump successives, en 2019 puis en 2025, cette récurrence des craintes en matière de sécurité, qui conduisent D. Trump à parler d'« absolue nécessité », ne s'est pas pour autant reflétée dans la définition des stratégies arctiques de 2022 et de 2024 (Maison Blanche, 2022 ; Département de la Défense, 2024), certes rédigées par l'administration Biden, où le Groenland est très peu mentionné (2 fois en 2022 et 3 fois en 2024) et certainement pas sous l'angle de l'urgence sécuritaire. Autrement dit, si déjà lors des administrations démocrates et républicaines précédentes s'étaient développées des préoccupations quant à la présence de la Chine en Arctique et quant à l'adaptation face au changement qualitatif de la menace sous-marine russe dans l'Atlantique Nord, en rien ces craintes ne se traduisaient de manière non-partisane par l'idée de mieux contrôler de Groenland.

### V.2.3. L'effort de défense danois

Le président Trump et son vice-président Vance accusent régulièrement Copenhague d'avoir négligé l'effort de défense, ce qui exposerait le territoire de l'île, précisément, aux agressions chinoises et russes que J.D. Vance évoquait en mars 2025. D. Trump lui-même a affirmé que la défense danoise au Groenland se résumait à « deux traîneaux à chiens » (Trump, 2026b : 9 : 20). Au-delà de considérations sur le désinvestissement de nombreux États européens dans un contexte post-guerre froide, une tendance qui n'a plus cours au vu des pressions de Washington sur ses alliés pour qu'ils accroissent leur effort militaire et dans le contexte d'incertitudes quant à la posture russe à moyen terme, il est inexact d'affirmer que le Danemark n'a pas fait d'effort pour la défense du territoire. Sous la pression américaine, deux plans de réinvestissements majeurs ont été décidés à Copenhague en 2021 (14,6 milliards de couronnes, soit 2,28 milliards de USD) puis en 2024 (27,4 milliards de couronnes, soit 4,29 milliards de USD) pour étoffer les forces de défense danoises au Groenland. Par ailleurs, Copenhague a annoncé l'achat de 16 F-35 supplémentaires, portant le total à 43, et de missiles de croisière à longue portée (Defense News, 2025).

Tableau 2. Investissements danois annoncés pour la défense du Groenland, 2025

<b>Janvier 2025</b>	
Terre	
Forces spéciales	Renforcement des forces spéciales arctiques
Mer	
Navire de patrouille arctique	Achat de trois navires de patrouille
Radars	Installation de deux radars côtiers
Air	
Drones	Acquisition de deux drones de surveillance à long rayon d'action
Satellites	Développement d'une capacité de surveillance par satellite
<b>Octobre 2025</b>	
Commandement	Nouveau quartier général à Nuuk
Terre	
Forces spéciales	Création d'une unité de forces spéciales arctiques
Personnel	Accroissement du recrutement
Rangers	Création d'une nouvelle unité de patrouille des Rangers du Groenland (milice inuite comme au Canada)
Mer	
Navire de patrouille arctique	Achat de deux navires de patrouille
Brise-glace	Acquisition de brise-glace
Télécommunication	Développement du réseau de câbles entre Danemark, îles Féroé et Groenland
Port de Nuuk	Construction d'un quai supplémentaire
Air	
Radar	Développement de la couverture radar dans l'Est du Groenland
Drones	Acquisition de drones de surveillance
Base aérienne	Développement des infrastructures de l'aéroport (usage civil et militaire) de Kangerlussuaq

Source : Ministère danois de la Défense (2025a). First agreement on the Arctic and North Atlantic Under the 2024-2033 Defence Agreement, Copenhagen, janvier, <https://www.fmn.dk/globalassets/fmn/dokumenter/-fact-sheet-first-agreement-on-the-arctic-and-north-atlantic-.pdf> et (2025b). Second Agreement on the Arctic and North Atlantic Under the 2024-2033 Defence Agreement, Copenhagen, octobre, <https://www.fmn.dk/globalassets/fmn/dokumenter/2025/-publikation-om-delaftale-2-om-arktisk-og-nordatlanten-eng-.pdf>.

#### V.2.4. Et en cas d'indépendance ?

La seule ombre portée sur la sécurité américaine concerne l'orientation politique d'un probable Groenland indépendant à moyen terme. En 2006, l'ambassadeur au Danemark soulignait le risque qu'un Groenland indépendant ne prenne ses distances avec les Occidentaux, auquel cas « les États-Unis auraient comme État hôte de Thulé [nom à l'époque de la base de Pituffik] un pays enclin à de la sympathie envers les positions du mouvement non aligné, plutôt qu'un de nos plus proches alliés de l'OTAN » (Ambassade des États-Unis à Copenhague, 2006). Pourtant, si le gouvernement territorial, vexé de ne pas avoir été invité lors des

discussions entre les représentants américains et danois en 2019, a affirmé qu'il n'accepterait pas nécessairement la décision danoise d'étoffer la présence militaire danoise ou américaine au Groenland (Jacobsen et Olsvig, 2024), les gouvernements autonomes groenlandais successifs n'ont pas évoqué la possibilité de révoquer le traité de 1951 en cas d'indépendance, et le programme de rééquipement annoncé en deux temps en 2025 par Copenhague n'a pas été contesté. À court terme, ils souhaiteraient être davantage impliqués dans les discussions sur les enjeux militaires (Reuters, 2025), même si, au regard de l'accord d'autonomie de 2009, la défense demeure une prérogative du Danemark.

### V.3. Des enjeux plus personnels ?

L'administration Trump s'est révélée à la peine pour justifier de la menace pesant sur les États-Unis et qui pourrait être contrée par l'annexion du Groenland. La disparition très rapide, après février 2026, des pressions étatsuniennes sur le Groenland et le Danemark, plaident par ailleurs en faveur d'une campagne très opportuniste sur le plan politique, que l'on a cherché à justifier à travers des prétextes stratégiques et le concept de sécurité nationale, très souvent mobilisé par l'administration Trump pour justifier nombre de prises de position.

Des déclarations du président lui-même permettent d'envisager un autre intérêt : la volonté du président lui-même. Dans une entrevue accordée à des journalistes du *New York Times*, M. Trump souligne la grande importance qu'il accorde à un titre de propriété. David Sanger lui ayant rappelé la grande latitude en matière de défense qu'offre le traité de 1951 et s'étonnant que Washington ne se contente pas d'invoquer celui-ci pour étoffer son dispositif de défense, le président a souligné l'importance, à ses yeux et sur le plan psychologique, d'un titre formel de propriété, sans justifier ce besoin sur une base juridique et en soulignant que jusqu'à présent « j'ai toujours eu raison sur tout ».

President Trump - Because I want to do it properly.

David E. Sanger - And properly means own it?

President Trump - Really it is, to me, it's ownership. Ownership is very important.

David E. Sanger - Why is ownership important here?

President Trump - Because that's what I feel is psychologically needed for success. I think that ownership gives you a thing that you can't do, whether you're talking about a lease or a treaty. Ownership gives you things and elements that you can't get from just signing a document, that you can have a base.

Katie Rogers - Psychologically important to you or to the United States?

President Trump - Psychologically important for me. Now, maybe another president would feel differently, but so far I've been right about everything (*New York Times*, 2026).

## VI. La crainte de l'ombre de la Chine

Si crainte de la Chine il y a, c'est plutôt dans le domaine de l'influence politique via des relais économiques que celle-ci pourrait s'exercer, soit sur un gouvernement autonome groenlandais désireux de multiplier ses partenaires, soit sur un gouvernement devenu indépendant mais potentiellement faible. Dès 2006, l'ambassadeur américain au Danemark soulignait que « la Chine exprime un intérêt croissant pour les ressources énergétiques potentielles du Groenland » (Ambassade des États-Unis à Copenhague, 2006). En 2007, l'Ambassadeur rappelait aussi l'importance de renforcer les liens avec le gouvernement groenlandais pour contrer les Chinois, qui « ont démontré un intérêt croissant pour les ressources naturelles du Groenland (Ambassade des États-Unis à Copenhague, 2007).

Si les efforts de la Chine au Groenland sont principalement économiques, ils se sont concentrés sur des projets potentiellement à double usage, comme une ancienne base navale, des aéroports, des minéraux stratégiques, alimentant des craintes, fondées ou non, à Washington (Pincus et Berbrick, 2018).

Dans le domaine minier, on l'a vu, l'implication des entreprises chinoises se révèle limitée. La licence d'exploitation de *General Nice* pour le gisement de fer d'Isua a été révoquée en 2021 pour inactivité, *Jiangxi Zhongrun Mining* a abandonné son projet de mine de cuivre de Wegener Halvø, *China Nonferrous Metal Mining Group* a été écartée du projet de mine de zinc de Citronen, et *Shenghe Holding Co.* ne détient que 7 % du capital de l'entreprise *Energy Resources Transition Minerals* dans le projet de terres rares de Kvanefjeld, bloqué par le gouvernement groenlandais.

C'est aussi dans le domaine des infrastructures que des entreprises chinoises ont manifesté leur intérêt. En 2016, une controverse avait éclaté selon laquelle le premier ministre danois de l'époque, Lars Løkke Rasmussen, serait intervenu pour bloquer le rachat de l'ancienne base navale danoise de Grønnedal par la minière chinoise *General Nice*, alors tenante du titre d'exploitation du gisement de fer d'Isua (Breum, 2016). Plusieurs analystes estiment que Rasmussen aurait agi sous la pression américaine (Andersson et Zeuthen, 2024). En 2018, plusieurs entreprises d'État chinoises avaient manifesté un intérêt, de manière tout à fait légale, pour des appels d'offres pour la modernisation et la construction d'aéroports et d'une station scientifique au Groenland. L'entreprise *China Communications Construction Company (CCCC)* avait été retenue parmi les finalistes par les autorités groenlandaises, avant que ne se développe ici encore une controverse sur les vulnérabilités que représenterait un tel contrat octroyé à des entreprises chinoises. Comme en 2017 la Chine avait annoncé son projet de développer les « routes polaires de la soie » puis de publier en 2018 sa Stratégie arctique, Washington, déjà soucieux des projets chinois en Arctique et au Groenland en particulier, y a probablement lu un indice supplémentaire de la nécessité de contrer les projets chinois (Andersson et Zeuthen, 2024). Des craintes américaines et danoises ont alors conduit le gouvernement danois à intervenir dans le processus, de compétence groenlandaise. En échange de 700 millions de couronnes danoises (109 millions de dollars), le Groenland autoriserait le Danemark à prendre une participation de 33 % dans *Kalaallit Airports*, la société publique créée pour rénover, posséder et exploiter des aéroports dans trois localités, la capitale Nuuk, la destination touristique d'Ilulissat, et Qaqortoq, où des installations neuves seraient construites (Bennett, 2018). Sans exclure officiellement *CCCC*, Copenhague a sans doute fait pression indirectement sur *Kalaallit Airports*, ce que *CCCC* a bien saisi en décidant de se retirer du marché en juin 2019 (Breum, 2018 ; Arctic Today/Reuters, 2019).

Une préoccupation majeure alors – et encore maintenant ? – de la part de l'administration Trump serait d'empêcher que l'influence de la Chine ne se développe au Groenland, un souci qui, on l'a vu, avait émergé dès la présidence Bush en 2006. Il s'agirait d'empêcher que la Chine n'acquière des gisements minéraux stratégiques ou ne développe une importante influence économique et, craint-on, politique dans un territoire possiblement en route vers l'indépendance, selon les critères définis dans l'accord avec Copenhague en 2009 (Gouvernement du Danemark, 2009), mais qui présenterait une grande vulnérabilité financière.

En 2009, le Danemark et le Groenland ont signé une entente dans laquelle Copenhague reconnaissait la légitimité de la possible indépendance du Groenland, si cette volonté était sanctionnée par référendum. En 2023, les transferts financiers danois (environ 660 millions US\$) représentaient 58 % du budget du Groenland : la dépendance économique et financière du territoire demeure donc importante et, s'il ne s'agit pas d'une clause explicite dans l'accord de 2009, l'idée que le Groenland puisse prendre son indépendance sans avoir atteint son autonomie financière prévaut au sein de l'opinion comme des cercles politiques groenlandais (Bjerregaard, 2017).

Le gouvernement indépendantiste de l'île avait annoncé un probable référendum sur l'indépendance pour 2025 (Starcevic, 2025) ; la conjoncture l'a manifestement conduit à repousser la tenue de cette consultation. Le Groenland a certes encouragé les investissements chinois dans l'île, non pas par tropisme pro-chinois, mais parce qu'il y voyait un levier pour appuyer le développement économique du territoire, développement prérequis pour pouvoir atteindre l'indépendance selon une logique de capacité économique et financière (Paul, 2021 ; Landriault *et al.*, 2022 ; Jakobsen, 2024). Un Groenland indépendant de 57 000 habitants, potentiellement faible économiquement, serait aux yeux de Washington une proie tentante pour la Chine. On est cependant dans des scénarios de politique fiction, sachant qu'en sus, la meilleure façon de contrer l'influence chinoise serait précisément d'appuyer politiquement et économiquement un Groenland indépendant, comme le Département d'État américain semblait vouloir en prendre la direction avec un protocole de coopération signé en 2019 pour le développement des ressources minières du Groenland (Gouvernement du Groenland, 2019), protocole apparemment resté sans suite à ce jour.

## VII. Quelle réaction au Groenland ?

Dans le cadre de l'accord de très large autonomie de 2009, le Danemark a conservé comme compétence la politique étrangère au nom du Groenland et des îles Féroé, la monnaie et la défense. Le gouvernement du Groenland, indépendantiste depuis les élections de 2021, n'apprécie guère d'être contrôlé par le Danemark dans la conduite de la diplomatie internationale, y compris dans des forums tels que le Conseil nordique et le Conseil de l'Arctique, où les représentants du Groenland participent avec le Danemark en tant que co-partenaires, partenaires juniors selon le Groenland.

C'est pourquoi certains dirigeants politiques du Groenland verraient, selon Argetsinger (2025), une occasion, à travers les demandes de Donald Trump, de tirer parti de l'intérêt de Washington pour l'acquisition du Groenland pour accélérer son mouvement vers l'indépendance. Bien que la question de l'indépendance soit très présente dans le débat politique intérieur, très peu d'attention serait accordée aux conséquences matérielles de ce qu'elle impliquerait, ou même à la question de savoir si une telle mesure aurait des effets positifs sur la vie des Groenlandais dans des domaines comme la santé, l'éducation et les conditions de vie (Argetsinger, 2025). De fait, la formule de l'État associé suscite un certain intérêt chez une partie de l'électorat indépendantiste.

La « libre association » semble être l'option juridique et politique privilégiée par certains responsables groenlandais pour parvenir à l'indépendance, car ce modèle permettrait aux petites nations de jouir du statut d'État souverain sans être ralenties par la nécessité de développer une économie solide ou d'assumer immédiatement la responsabilité de domaines de compétence complexes qui dépassent leurs capacités. Le gouvernement du Groenland dépend actuellement des transferts danois pour administrer les services relevant de sa juridiction et n'assume pas de responsabilité en matière de défense ou de protection des frontières (Argetsinger, 2025).

Cette idée, proposée dès octobre 2024 par trois auteurs conservateurs américains, vante les mérites de ce statut pour tenter de convaincre l'opinion et le gouvernement groenlandais (Arha, Gray et Dans, 2024). Parmi les cinq États associés – tous de petits États insulaires du Pacifique – trois sont associés aux États-Unis par le biais d'accords de libre association. Deux autres, les îles Cook et Niue, sont librement associés à la Nouvelle-Zélande. Les accords américains permettent aux îles Marshall, aux Palaos et à la Micronésie de bénéficier du statut d'États reconnus par la communauté internationale. Ils reçoivent des transferts de fonds des États-Unis. Pour les indépendantistes les plus zélés, cette formule permettrait d'atteindre rapidement une forme d'indépendance formelle, sans avoir à se préoccuper de la viabilité

financière du territoire, à travers ce statut de libre association qui ressemble fort à celui de « discret protectorat » (Argetsinger, 2025). Mais cela conviendrait-il aux Groenlandais tout comme à l'administration Trump ? La très forte autonomie actuelle permet au Groenland de choisir ses partenaires économiques, dont des entreprises chinoises si de tels accords sont jugés pertinents. Comme c'est là précisément un élément qui déplaît à Washington, le président Trump accepterait-il de maintenir une autonomie économique aussi étendue pour le Groenland ? Accepterait-il de transférer autant d'argent pour le budget groenlandais sans contrôler les dépenses ? (Lasserre, 2025).

Les déclarations du Premier ministre groenlandais Mute Egede soulignent un très fort attachement à une indépendance complète : « Le Groenland nous appartient. Nous ne sommes pas à vendre et ne le serons jamais. Nous ne devons pas perdre notre long combat pour la liberté » (cité par Reuters, 2024) ; « Les Groenlandais ne veulent pas être des Danois. Les Groenlandais ne veulent pas être des Américains », a renchéri Mute Egede (cité par Ewing, 2025). Lui succédant comme Premier ministre à la suite des élections législatives de mars 2025, Jens-Frederik Nielsen a affirmé le 5 janvier que « la situation n'est pas telle que les États-Unis puissent conquérir le Groenland. Ce n'est pas le cas. Nous ne devons donc pas paniquer. Nous devons rétablir la bonne coopération que nous avons eue ». Il a cependant souligné que son gouvernement allait « maintenant durcir le ton, car nous ne sommes pas satisfaits de la situation dans laquelle nous nous trouvons » (Le Devoir, 2026). Si le gouvernement groenlandais a perçu la répétition des requêtes américaines comme une « provocation néocoloniale », en revanche l'attention médiatique dont bénéficie à court terme le territoire offre la possibilité à Nuuk de négocier un rôle politique plus important, y compris sur les plans de la coopération militaire et des affaires étrangères, des domaines de compétence qui relèvent de Copenhague en théorie (Jacobsen et Olsvig, 2024, 135).

Les dirigeants des cinq principaux partis politiques du Groenland, le parti d'opposition et les quatre partis membres de la coalition gouvernementale, ont réaffirmé leur refus d'aller de l'avant avec l'option d'un achat américain. « Nous ne voulons pas être américains, nous ne voulons pas être danois, nous voulons être groenlandais » (Le Monde, 2026 ; PBS, 2026), ont-ils conjointement souligné, exprimant une fin de non-recevoir à la proposition de l'administration Trump. Les partis politiques semblent être en phase avec l'opinion publique : un sondage de janvier 2025 laissait entendre que l'option de rachat du Groenland par les États-Unis était rejetée par 85 % des répondants (Bryant, 2025).

Sur le plan économique, le gouvernement groenlandais espère que la crise passée, la notoriété de l'île pourrait contribuer à un intérêt accru des investisseurs. Déjà pendant le premier mandat de l'administration Trump, l'expression de la volonté d'acquérir le Groenland avait déclenché une vague de coopération entre le territoire arctique et le département d'État américain dans le secteur minier (Ivanova et Milne, 2026). La ministre des Ressources minières, Naaja Nathanielsen, espérait en 2025 qu'un semblable engouement se préciserait et aboutirait à des projets concrets, qui demeurent peu nombreux à ce jour, à condition que la rhétorique du président ne soit pas trop brutale...

Par ailleurs, juridiquement, il n'est pas certain que le Danemark puisse accéder aux pressions américaines de vendre le Groenland. En vertu de l'accord d'autonomie de 2009, le Danemark a reconnu le principe de l'autodétermination du peuple groenlandais (Gouvernement du Danemark, 2009). Un changement de souveraineté sur le territoire ne pourrait donc être valide qu'avec l'accord du gouvernement groenlandais et de la population.

La suite qui sera donnée par le président Trump à ce projet d'annexer le Groenland demeure inconnue. Il reste à voir si l'opinion de la population groenlandaise sera un paramètre pertinent aux yeux de Washington, car la libre auto-détermination était un principe politique cher aux yeux des pères fondateurs de l'indépendance américaine.

## VIII. Les répercussions possibles sur les relations entre Occidentaux

Le durcissement très net de la position américaine quant à son désir d'annexer le Groenland, la rhétorique brandie par D. Trump et d'autres membres de son administration de recourir à des tarifs douaniers punitifs, voire à la force pour s'emparer du territoire convoité, ont « sonné » les gouvernements européens tout comme le Canada. Habités à une relation parfois marquée par des désaccords mais toujours marquée par une connivence sur la primauté du droit et de la pertinence de ménager les partenaires, ceux-ci découvrent avec consternation que les paradigmes fondamentaux de la politique de l'administration Trump sont devenus radicalement différents.

Les États européens peinent à prendre la mesure du changement de registre dans les échanges au sujet du Groenland. L'invocation du droit, du respect de la souveraineté ne semblent pas affecter la détermination de l'administration Trump. Sept pays européens (la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Finlande) ont décidé d'envoyer des détachements militaires au Groenland en janvier 2026, officiellement pour participer à des exercices avec les forces danoises dans le cadre de l'OTAN. Implicitement, et personne n'en est dupe, il s'agit de présenter un front uni et de rendre compliquée toute tentative de prise de contrôle par la force : il faudrait pour cela que les troupes américaines composent avec la présence des forces danoises, mais aussi de nombre de leurs alliés européens. Un geste symbolique mais qui illustre le changement d'attitude des Européens, alors que le Canada a envisagé de se joindre à eux mais a préféré ne pas poser de geste qui lui attirerait davantage les foudres de Washington alors que les discours sur l'annexion du Canada viennent de s'estomper. Ce geste gêne et irrite Washington : D. Trump a annoncé le 16 janvier l'imposition de tarifs douaniers envers ces États à partir du 1<sup>er</sup> février s'ils continuaient de s'opposer à l'acquisition du Groenland par les États-Unis (La Presse, 2026), dans un geste qui a tout de l'intimidation délibérée. La radio-télévision publique danoise, DR, a affirmé en mars que l'objectif de ces déploiements était bien de se préparer à une éventuelle intervention militaire des États-Unis (La Presse, 2026b), sans doute pas en misant sur la capacité de repousser l'envahisseur, mais de compliquer la gestion politique d'une possible tentative de prise de contrôle militaire.

À aucun moment, Washington n'a évoqué la pertinence de solliciter l'avis des Groenlandais quant à leur avenir. De la même manière, Stephen Miller, chef de cabinet adjoint chargé des politiques, a clairement évoqué les paramètres qui désormais guident la politique étrangère américaine – son intervention du 6 janvier sur CNN n'a pas été démentie (Miller, 2026b). Après avoir refusé d'écarter l'option militaire, Miller a répété qu'il allait de soi que les États-Unis devaient acquérir le Groenland : « Les États-Unis devraient intégrer le Groenland à leur territoire » (11 : 14) et « Personne ne va se battre contre les États-Unis pour le Groenland » (11 : 27). Miller a contesté la légitimité de la souveraineté danoise sur le Groenland : « De quel droit le Danemark exerce-t-il son contrôle sur le Groenland ? » (10 : 31) alors que cette souveraineté a été reconnue par la Cour permanente de justice internationale en 1933<sup>12</sup>. Surtout, Miller remet en cause la primauté du droit international dans les relations entre États. Il précise que les États-Unis sont « une superpuissance et, sous la présidence de Donald Trump, nous allons nous comporter comme tel » (12 : 33) ; il renchérit en affirmant que « Vous pouvez parler autant que vous voulez des mondanités internationales (*international niceties*). Nous vivons dans un monde régi par la force, par la puissance, par le pouvoir » (5 : 46) (Miller, 2026b). Les Occidentaux se trouvent fort démunis face à ce bouleversement de paradigme, à cette mutation des valeurs de leur allié américain. En cas d'attaque sur le

---

<sup>12</sup> La Norvège a contesté en 1931 la souveraineté danoise sur l'Est du Groenland. La Cour a donné raison au Danemark le 5 avril 1933.

Groenland, l'article 5 de l'OTAN, pilier de l'Alliance car incarnation de l'assistance mutuelle, ne servirait à rien. En théorie, un pays attaqué peut demander aux autres de lui venir en aide. Mais les alliés doivent s'accorder sur les mesures à prendre. Les États-Unis s'y opposeraient. « L'OTAN n'a jamais su résoudre le différend entre la Turquie et la Grèce, au sujet de Chypre, alors entre les États-Unis et le Danemark, il ne pourra rien », confie une source européenne (cité par Hivert, 2026b). La carte de la discussion diplomatique a échoué, la carte de l'opinion publique ne semble pas avoir de prise sur D. Trump, la carte de la solidarité occidentale non plus. Les partenaires de Washington s'efforcent de se rassurer en évoquant le coût politique considérable d'une annexion pour Washington : érosion profonde de la confiance entre États et implosion de l'OTAN. Il n'est pas certain que ces conséquences pèsent lourd dans les calculs politiques de Washington, comme en témoignent les orientations de la Stratégie de Sécurité Nationale dans laquelle l'Europe est présentée comme déclinante, de peu de valeur, et potentiellement une concurrente des États-Unis (Maison Blanche, 2025).

Le 20 janvier, au sommet de Davos, le Premier ministre canadien, Mark Carney, s'est attiré les foudres du président Trump avec un discours sur la nécessité pour les puissances moyennes de s'unir face aux pressions de plus grandes puissances (CBC News, 2026). Mais après avoir indiqué qu'il ne recourrait pas à la force, le 21 janvier, au même sommet de Davos, M. Trump a indiqué que les discussions en cours avaient éliminé le besoin de recourir au levier des tarifs économiques (Chambers et Mayes-Osterman, 2026).

Même aux États-Unis, une vive opposition, y compris chez les Républicains, s'est dessinée contre la politique menée par le président. Un sondage YouGov a révélé que seuls 8 % des Américains soutenaient une invasion du Groenland, tandis que 73 % s'y opposaient (Hayes, 2026). Les actions de Trump ont suscité une forte opposition bipartite au Congrès, le président républicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, qualifiant les menaces du président Trump de « totalement inappropriées » (O'Brien *et al.*, 2026) et une délégation bipartite du Congrès se rendant à Copenhague pour soutenir les relations entre le Danemark et les États-Unis (Kim, 2026). Enfin, dans le but de répondre à l'argument de la sécurité militaire, l'OTAN a organisé de nouvelles manœuvres en Arctique : l'opération Arctic Sentry (Sentinelle de l'Arctique), lancée le 11 février 2026, a comme objectif de renforcer la présence de l'OTAN dans la région, en intensifiant les activités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, tout en améliorant la coordination entre les forces alliées. Il ne s'agit pas d'un exercice fixé dans le temps, mais d'une initiative visant à accroître le niveau de coordination (OTAN, 2026). De ce point de vue, il pourrait bien s'agir d'une réponse politique au souci affiché par la Maison Blanche en matière de sécurité militaire en Arctique. Il demeure à voir si cette approche saura calmer les craintes mises de l'avant par l'administration étatsunienne.

## IX. Conclusion

Il serait tentant de décrédibiliser l'insistance de l'administration Trump pour l'acquisition du Groenland, en la qualifiant de lubie personnelle. Des motifs liés à son ego peuvent certainement entrer en jeu, la possibilité de passer à la postérité comme étant le président qui a considérablement étendu le territoire américain au début du XXI<sup>e</sup> siècle étant sans aucun doute fort tentante. Mais il serait erroné d'en rester là. L'idée d'acquérir le Groenland ne date pas de 2019 et n'a pas été imaginée par D. Trump. À plusieurs reprises à partir de 1868, le gouvernement américain a initié des démarches en vue de convaincre Copenhague de lui céder le territoire, et souvent pour des motifs liés à la représentation américaine de la nécessité de renforcer sa sécurité militaire.

Il demeure cependant difficile d'apprécier quelles sont les motivations qui poussent l'administration Trump à reprendre cette idée, d'abord en 2019, puis avec force dès 2025,

alors que les documents de stratégie du Département de la Défense de 2013 et de 2022, et de la Maison Blanche de 2009, 2013 et de 2024 ne faisaient absolument pas mention de la pertinence de l'acquisition du Groenland. Les analystes reprennent tantôt des arguments liés aux ressources naturelles ou à la présence chinoise, mais ces arguments ne résistent guère à un examen attentif. Faut-il en conclure qu'il s'agit de prétexte ? ou que l'effort d'analyse de l'équipe de conseillers du président s'en tient à la surface des choses ?

Il n'en demeure pas moins que les pressions exercées par le gouvernement américain sont devenues très conséquentes. Washington brandit la menace d'une intervention armée tandis que le gouvernement assume de mettre en œuvre de manière décomplexée tous les moyens lui permettant d'atteindre ses objectifs, dans un monde régi non pas par le droit mais par la force, selon ses propres termes. La capture du président vénézuélien Maduro en janvier 2025 et la volonté de régir l'exploitation des richesses pétrolières du pays en sont une autre illustration. Dans ce contexte, les États européens se trouvent fort démunis et désunis pour concevoir un front commun face au brutal changement de paradigme des relations trans-atlantiques.

## Références

Aguiar, P. (2025). Geopolitics of the GIUK Gap : Past, Present, and Future. *Geopolitical Monitor*, 21 janvier, <https://www.geopoliticalmonitor.com/geopolitics-of-the-giuk-gap-past-present-and-future/>.

Ambassade des États-Unis à Copenhague (2006). Greenland : Amb's visit reinforces stronger ties. Télégramme, 18 mai, WikiLeaks, [https://wikileaks.org/plusd/cables/06COPENHAGEN705\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/06COPENHAGEN705_a.html).

Ambassade des États-Unis à Copenhague (2007). Shaping Greenland's Future. Télégramme, 7 nov., WikiLeaks, [https://cepa.org/comprehensive-reports/sino-russian-cooperation-in-the-arctic/https://wikileaks.org/plusd/cables/07COPENHAGEN1010\\_a.html](https://cepa.org/comprehensive-reports/sino-russian-cooperation-in-the-arctic/https://wikileaks.org/plusd/cables/07COPENHAGEN1010_a.html).

Andersson, P. et Zeuthen, J. (2024). How China left Greenland. Dans Jacobsen, M. ; Waever, O. et Pram Gad, U. (dir.), *Greenland in Arctic Security. (De)securitization Dynamics under Climate Thaw and Geopolitical Freeze*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 175-195.

Archives Nationales danoises (nd). The Sales Treaty 1902. The Danish West Indies. Copenhagen, <https://web.archive.org/web/20190715175650/https://www.virgin-islands-history.org/en/history/sale-of-the-danish-west-indian-islands-to-the-usa/the-sales-treaty-1902/>.

Arctic Today/Reuters (2019). Chinese firm withdraws bid for Greenland airport projects, reports Sermitsiaq. *Arctic Today*, 4 juin, <https://www.arctictoday.com/china-withdraws-bid-for-greenland-airport-projects-sermitsiaq-newspaper/>.

Argetsinger, T. (2025). A view from Greenland : US overtures prompt hope and caution. *Arctic Today*, 15 janvier, <https://www.arctictoday.com/a-view-from-greenland-usa-overtures-prompt-hope-and-caution/>.

Arha, K., Gray, A. et Dans, T. (2024). It's Time for a U.S.-Greenland Free Association Agreement. *The National Interest*, 22 octobre, <https://nationalinterest.org/feature/it%E2%80%99s-time-us-greenland-free-association-agreement-213327>.

Baudu, H. et F. Lasserre (2025a). Dans l'Arctique, la cristallisation des angoisses américaines malgré des enjeux maritimes très relatifs. *Revue diplomatique* (IEGA), 26, 19-37.

Baudu, H. et Lasserre, F. (2023). La navigation arctique en 2024. *L'Année arctique 2024. Revue annuelle* n° 6, 38-53, Observatoire de la politique et la sécurité de l'Arctique (OPSA), <https://static1.squarespace.com/static/6554d9d0675b18544979e93f/t/6759e103034fda4337d0f79c/1733943558297/L%E2%80%99ANNE%CC%81E+ARCTIQUE+2024.pdf>.

Baudu, H. et Lasserre, F. (2025b). Quelle dynamique de la navigation commerciale en Arctique en 2024 ? *Regards géopolitiques* 10(4), 7-22, <https://cqegheulaval.com/wp-content/uploads/2025/03/CQEG-bulletin-Varia-104.pdf>.

Bellais, R. (2025). Le retour trumpien de la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan. *Défense & Sécurité Internationale* 179 : 26-28.

Bennett, M. (2018). The controversy over Greenland airports shows China isn't fully welcome in the Arctic — yet. *Arctic Today*, 13 sept., <https://www.arctictoday.com/controversy-greenland-airports-shows-china-still-unwelcome-arctic/>.

Bjerregaard, M. (2017). Grønlandere vil ikke ofre levestandard for selvstændighed [Les Groenlandais ne sacrifieront pas leur niveau de vie pour l'indépendance]. *DR*, 27 juil., <https://www.dr.dk/nyheder/indland/redaktoer-groenlaendere-vil-ikke-ofre-levestandard-selvstaendighed>.

Breum, M. (2016). Did Denmark's prime minister stop a Chinese firm from buying an abandoned military base in Greenland ? *Arctic Today*, 23 déc., <https://www.arctictoday.com/did-denmarks-prime-minister-stop-a-chinese-firm-from-buying-an-abandoned-military-base-in-greenland/>.

Breum, M. (2018). How a dispute over China and Greenland's airports worked its way toward a solution. *Arctic Today*, 30 juin, <https://www.arctictoday.com/dispute-china-greenlands-airports-worked-way-toward-solution/>.

Breum, M. (2023). Chinese-linked Australian mining company sues Greenland for \$11bn over lost revenue. *Arctic Today*, 11 oct., <https://www.arctictoday.com/chinese-linked-australian-mining-company-sues-greenland-for-billions-of-usd-over-lost-revenue/>.

Bryant, M. (2025). New opinion poll shows 85% of Greenlanders do not want to join US. *The Guardian*, 28 janvier, <https://www.theguardian.com/world/2025/jan/28/85-of-greenlanders-do-not-want-to-join-us-says-new-poll>.

Bye, H.-G. (2024). Mining Company Greenland Ruby Declared Bankrupt, *High North News*, 27 sept., <https://www.highnorthnews.com/en/mining-company-greenland-ruby-declared-bankrupt>.

Casey, K. (2014). Greenland's New Frontier : Oil and Gas Licenses Issued, Though Development Likely Years Off. *The Arctic Institute*, 20 janvier, <https://www.thearcticinstitute.org/greenland-new-frontier-oil-gas/>.

CBC News (2026). Read Mark Carney's full speech on middle powers navigating a rapidly changing world. 20 janvier, <https://www.cbc.ca/news/politics/mark-carney-speech-davos-rules-based-order-9.7053350>.

Chambers, F. et Mayes-Osterman, C. (2026). Trump backs away from blowing up NATO over Greenland — for now. *USA Today*, 21 janvier, <https://www.usatoday.com/story/news/world/2026/01/21/trumps-greenland-nato-military-tariffs/88269203007/>.

Childs, N. (2022). Gauging the Gap : The Greenland-Iceland-United Kingdom Gap – A Strategic Assessment. *International Institute for Strategic Studies*, Londres, <https://www.iiss.org/research-paper/2022/05/gauging-the-gap-the-greenland-iceland-united-kingdom-gap-a-strategic-assessment/>.

CHNL (2024). Main Results of NSR Transit Navigation in 2024, <https://chnl.no/news/main-results-of-nsr-transit-navigation-in-2024/>.

CHNL (2024b). NSR Transit voyages 2024 Dashboard. <https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiMDZhZTI4NmUtNTY3OC00MjY1LTljZmEtMzVlZTNIYTUyOTI0IiwidCI6ImNmZGM5ZTVjLTI2NzctNGZjNS1hYjIxLTRiNjY5MjE2OWVmYSIsImMiOiJh9>.

CSIS – Center for Strategic & International Studies (2025). Arctic Military Activity Tracker, <https://arcticmilitarytracker.csis.org/>.

Defense News (2025). Denmark to buy more F-35 jets, ships in \$13.7 billion spending plan. *Defense News*, 13 oct., <https://www.defensenews.com/global/europe/2025/10/13/denmark-to-buy-more-f-35-jets-ships-in-137-billion-spending-plan/>.

Département de la Défense (2024). *Arctic Strategy*. Washington, DC.

Department of Defense (2013). *Arctic Strategy*. Washington, DC.

Department of Defense (2019). Report to Congress Department of Defense Arctic Strategy. Office of the Under Secretary of Defense for Policy. <https://media.defense.gov/2019/Jun/06/2002141657/-1/-1/1/2019-DOD-ARCTIC-STRATEGY.PDF>.

DW (2021). Greenland stops oil and gas exploration. *Deutsche Welle*, 16 juil., <https://www.dw.com/en/greenland-stops-oil-and-gas-exploration-climate-costs-too-high/a-58294024>.

Dyer, B. (1940). Robert J. Walker on Acquiring Greenland and Iceland. (s) : Brainerd Dyer Source : *The Mississippi Valley Historical Review*, 27(2), 263-266, <https://rse.hi.is/wp-content/uploads/2017/11/Dyer.WalkerPurchaseofIceland-2.pdf>.

Edvardsen, A. et Hansen, B. (2024). China's Coast Guard on First Patrol in the Arctic With Russia. *High North News*, 4 oct., <https://www.highnorthnews.com/en/chinas-coast-guard-first-patrol-arctic-russia>.

Egan, M. (1910). « Minister Egan to the Assistant Secretary of State ». Office of the Historian, United States Department of State, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1917/d759>.

Egan, M. (2026). 'Completely bonkers': Trump's Greenland mining dreams collide with reality. *CNN Business*, 12 janvier, <https://edition.cnn.com/2026/01/12/business/greenland-trump-venezuela-mining>.

Ewing, G. (2025). Greenland's PM stands firm on independence : 'We want to be Greenlanders'. *Politico*, 16 janvier, <https://www.politico.com/news/2025/01/16/greenland-independence-donald-trump-00198874>.

Gautier, D. (2007). Oil and Gas Resources of Northeast Greenland, *Geo ExPro*, octobre, 56-61, <https://www.geoexpro.com/wp-content/uploads/2022/12/Oil-and-Gas-Resources-of-Northeast-Greenland.pdf>.

Gautier, D. (2019). *Geology and Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the East Greenland Rift Basins Province, 2008*. United States Geological Survey, Washington, DC, <https://pubs.usgs.gov/pp/1824/k/pp1824k.pdf>.

Gouvernement du Danemark (2009). Act on Greenland Self-Government. Act n° 473, Copenhagen, 12 juin 2009, <https://english.stm.dk/media/10522/gl-selvstyrellov-uk.pdf>.

Gouvernement du Danemark (2009). Act on Greenland Self-Government. Act no. 473 of 12 June 2009 (traduction). Amalienborg, <https://english.stm.dk/media/4vgewyoh/gl-selvstyrellov-uk.pdf>.

Gouvernement du Groenland (2019). *Memorandum of Understanding between Greenland's Ministry of Mineral Resources and Labour and the US Department of State concerning Cooperation on Mineral Resource Sector Development and Governance*, 6 juin, <https://govmin.gl/wp-content/uploads/2020/04/MoU Govt of Greenland USA 2019.pdf>.

Hayes, A. (2026). Most Americans remain opposed to seizing Greenland with military force. *YouGov*, 15 janvier, <https://yougov.com/en-us/articles/53897-most-americans-remain-opposed-to-seizing-greenland-with-military-force>.

Hivert, A.-F. (2025). Au Groenland, J. D. Vance suggère un changement de « parapluie sécuritaire » mais écarte l'option militaire. *Le Monde*, 29 mars, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/29/au-groenland-j-d-vance-attaque-le-danemark-mais-ecarte-l-option-militaire\\_6587628\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/03/29/au-groenland-j-d-vance-attaque-le-danemark-mais-ecarte-l-option-militaire_6587628_3210.html).

Hivert, A.-F. (2025b). La nomination d'un envoyé spécial américain pour le Groenland suscite l'indignation au Danemark. *Le Monde*, 22 déc., <https://tinyurl.com/EnvoyeSpecialLandry>.

Hivert, A.-F. (2025c). Le Danemark considère désormais les États-Unis comme une menace pour sa sécurité. *Le Monde*, 10 déc., <https://tinyurl.com/LeMondeDKmenace>.

Hivert, A.-F. (2026). Au Groenland, des terres rares et minerais critiques nombreux mais difficiles à exploiter. *Le Monde*. 9 janvier, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/09/au-groenland-des-terres-rares-et-minerais-critiques-nombreux-mais-difficiles-a-exploiter\\_6661130\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/09/au-groenland-des-terres-rares-et-minerais-critiques-nombreux-mais-difficiles-a-exploiter_6661130_3234.html).

Hivert, A.-F. (2026b). Groenland : la hantise d'une annexion par les États-Unis. *Le Monde*, 6 janvier, [https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/06/groenland-la-hantise-d-une-annexion-americaine\\_6660678\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/06/groenland-la-hantise-d-une-annexion-americaine_6660678_3210.html).

Hounshell, B. (2019). Pompeo aims to counter China's ambitions in the Arctic. *Politico*, 5 juin, <https://www.politico.com/story/2019/05/06/pompeo-arctic-china-russia-1302649>.

Huebert, R. (2009). US Arctic Policy : The Reluctant Arctic Power. *School of Public Policy Briefing Papers* 2(2), [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3053702](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3053702).

IronBark (2024). Ironbark Zinc To Divest Citronen Project. 17 déc., <https://minedocs.com/27/Ironbark-Zinc-renamed-Skylark-PR-12172024.pdf>.

Ivanova, P. et Milne, R. (2025). Greenland mining minister warns of 'devastating' Trump effect. *Financial Times*, 15 janvier.

Jacobsen, U. et Olsvig, S. (2024). From Peary to Pompeo. The History of United States' Securitizations of Greenland. Dans Jacobsen, M., Waever, O. et Pram Gad, U. (dir.), *Greenland in Arctic Security. (De)securitization Dynamics under Climate Thaw and Geopolitical Freeze*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 107-148.

Jakobsen, U. et Larsen, H. (2024). The development of Greenland's self-government and independence in the shadow of the unitary state. *The Polar Journal*, 14(1), 9-27. <https://doi.org/10.1080/2154896X.2024.2342117>.

Jiang, Y. (2021). Chinese investments in Greenland. Origins, progress and actors. *DIIS Report* Vol. 2021 No. 5, Danish Institute for International Studies, [https://pure.diis.dk/ws/files/4834625/Chinese\\_investments\\_in\\_Greenland\\_DIIS\\_Report\\_2021\\_05.pdf](https://pure.diis.dk/ws/files/4834625/Chinese_investments_in_Greenland_DIIS_Report_2021_05.pdf).

Jørgensen, K. Z. (2026). Head of Department, Technical and Supervisory, Ministry of Business, Mineral Resources, Energy, Justice and Gender Equality, Government of Greenland. Communication personnelle, 7 janvier.

Julian, S. (2024). Donald Trump veut racheter le Groenland : une idée déjà émise par Harry Truman en... 1946. *L'Express*, 25 déc., <https://www.lexpress.fr/environnement/donald-trump-veut-racheter-le-groenland-une-idee-deja-emise-par-harry-truman-en-1946-YMEQU3IBPZEVZCOYFIISHYZKHM/>.

Kim, S. M. (2026). US lawmakers to visit Denmark as Trump continues to threaten Greenland. *Associated Press*, 12 janvier, <https://apnews.com/article/groenland-denmark-trump-china-nato-arctic-law-5d92b9439ffa9027598af4be695e6415>.

Knight, G. (2025). Wildcatting in the High North : The Geopolitical Implications of East Greenland's Jameson Land Basin. *Oklahoma Minerals*, 15 nov., <https://www.oklahomaminerals.com/wildcatting-in-east-greenlands-jameson-land-basin>.

Kuokkanen, R. (2017). The pursuit of Inuit sovereignty in Greenland. *Northern Public Affairs*, 5(2), 46-49.

La Presse (2026). Trump menace de droits de douane les pays qui ne soutiennent pas son plan. 16 janvier, <https://www.lapresse.ca/international/europe/2026-01-16/groenland/trump-menace-de-droits-de-douane-les-pays-qui-ne-soutiennent-pas-son-plan.php>.

La Presse (2026b). Groenland : le Danemark s'est préparé à une invasion américaine, 19 mars, <https://www.lapresse.ca/international/2026-03-19/le-danemark-s-est-prepare-a-une-invasion-americaine-du-groenland.php>.

Landriault, M., Savard, J.-F., Soer, A. et Renaud, J. (2022). L'indépendance du Groenland : un mouvement qui a le vent dans les voiles. *Regards géopolitiques* 8(1), 2-9, <https://cqegheulaval.com/lindependance-du-groenland-un-mouvement-qui-a-le-vent-dans-les-voiles/>.

Landry, J. (2025). Governor Jeff Landry on X, 21 décembre, <https://x.com/LAGovJeffLandry/status/2002950029494124986>.

Larter, D. (2020). Congress wants the US military to challenge Russia with a new Arctic port. *DefenseNews*, 21 juin, <https://www.defensenews.com/naval/2019/06/21/congress-wants-the-us-military-to-challenge-russia-with-a-new-arctic-port/>.

Lasserre, F. (2010). Mines et pétrole. Vers une rapide expansion de l'exploitation des ressources naturelles du sous-sol dans l'Arctique ? Dans Lasserre, Frédéric (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 373-409.

Lasserre, F. (2021). L'essor des activités économiques en Arctique : impact des changements climatiques et de la mondialisation. *Belgeo, Revue belge de géographie*, 1 | 2021, URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/44181>.

Lasserre, F. (2025). Pourquoi Donald Trump veut-il acheter le Groenland ? *Hérodote* n° 197, 7-20.

Lasserre, F., Choquet, A. et Escudé, C. (2025). Les revendications de plateaux continentaux étendus en Arctique : une course à l'appropriation ? *Hérodote* n° 197, 31-50.

Lasserre, F. et Lerouge, A. (2021). Les terres rares en Arctique, un réel enjeu stratégique ? *Revue Diplomatique*, hors-série n° 1, *L'Arctique, enjeux et perspectives d'un nouveau pôle géopolitique*, 1-21.

Lasserre, F. et Pic, P. (2021). Exploitation des ressources naturelles dans l'Arctique. Une évolution contrastée dans les soubresauts du marché mondial. *Études géopolitiques* n° 3, <https://cqegheulaval.com/wp-content/uploads/2021/01/etudes-cqeg-rn-arctique-jan-2021-1.pdf>.

Le Devoir (2026). Le premier ministre groenlandais refuse de céder à la « panique » après les menaces de Trump. *Le Devoir*, 5 janvier, <https://www.ledevoir.com/monde/europe/945537/suffit-maintenant-reagit-groenland-face-menaces-repetees-trump>.

Le Monde (2026). Groenland : « Nous ne voulons pas être américains », réaffirment les partis du territoire autonome danois. 10 janvier, [https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/10/groenland-nous-ne-voulons-pas-etre-americains-reaffirment-les-partis-du-territoire-autonome-danois\\_6661312\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/10/groenland-nous-ne-voulons-pas-etre-americains-reaffirment-les-partis-du-territoire-autonome-danois_6661312_3210.html).

Leavitt (2025). Would Trump buy Greenland ? Take it by force ? White House on possibilities, desire to 'deter Russia'. Conférence de presse, 7 janvier, <https://www.youtube.com/watch?v=WQf1vyG6aUs>.

Lippman, D. (2019). Trump's Greenland gambit finds allies inside government. *Politico*, 24 août, <https://www.politico.com/story/2019/08/24/trump-buy-greenland-1474349>.

Maison Blanche (2009). Directive on Arctic Region Policy. 9 janvier, Washington, DC, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/directive-arctic-region-policy>.

Maison Blanche (2022). *National Strategy For The Arctic Region*. Washington, DC.

Maison Blanche (2022). *National Strategy For The Arctic Region*. Washington, DC.

Maison Blanche (2025). National Security Strategy of the United States of America. Washington, DC, novembre, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>.

Metrick, A. (2019). (Un)Mind the Gap. *Proceedings of the US Naval Institute*, 145(10), <https://www.usni.org/magazines/proceedings/2019/october/unmind-gap>.

Middleton, A. et Bønning, B. (2025). Race for Arctic Cables by 2030. *High North News*, 18 mars, <https://www.highnorthnews.com/en/race-arctic-cables-2030>.

Miller, S. (2026). Stephen Miller argues Greenland is 'essential' for America's national security. *Fox News*, 16 janvier, <https://www.foxnews.com/video/6387846618112>.

Miller, S. (2026b). Stephen Miller says US is using military threat to maintain control of Venezuela. *CNN Politics*, 6 janvier, <https://www.cnn.com/2026/01/05/politics/video/senior-white-house-aide-stephen-miller-says-us-military-threat-to-maintain-control-of-venezuela-digvid> Mining Technology (2021). Greenland cancels General Nice's Isua iron-ore project licence. *Mining Technology*, 23 nov., <https://tinyurl.com/IsuaIronGeneralNice>.

Mining.com (2026). Greenland miner Amaroq soars on report of US gov't investment. *Mining Com*, 8 janvier, <https://www.mining.com/greenland-miner-amaroq-soars-on-report-of-us-govt-investment/>.

Nelson, W. Dale (1991). Wanna Buy Greenland ? The United States Once Did. *Associated Press*, 2 mai, <https://apnews.com/article/9d4a8021c3650800fdf6dd5903f68972>.

New York Times (2026). Two Hours, Scores of Questions, 23,000 Words: Our Interview With President Trump. 11 janvier.

Nilsen, T. (2023). Russia's Coast Guard cooperation with China is a big step, Arctic security expert says. *The Barents Observer*, 28 avril, <https://www.thebarentsobserver.com/security/russias-coast-guard-cooperation-with-china-is-a-big-step-arctic-security-expert-says/164360>.

O'Brien, C., Gould, J., Shane, L. (2026). GOP lawmakers denounce Trump's threats to seize Greenland. *Politico*, 7 janvier, <https://www.politico.com/news/2026/01/07/gop-lawmakers-denounce-trump-seize-greenland-00714611>.

Office of the Historian (nd). *Convention Between the United States and Denmark for the Cession of the Danish West Indies*. Treaty Series 629, document 881, Washington, DC, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1917/d881>.

Ogdensburg Journal (1868). By Telegraph. Secretary Seward has nearly completed negotiations for the purchase of Greenland. 1<sup>er</sup> juillet, <https://nyshistoricnewspapers.org/?a=d&d=toj18680701-01.1.3&e=-----en-20--1--txt-txIN----->.

OTAN (2026). NATO Secretary General outlines new activity - Arctic Sentry - ahead of Defence Ministers meeting. 11 février, <https://www.nato.int/en/news-and-events/articles/news/2026/02/11/nato-secretary-general-outlines-new-activity-arctic-sentry-ahead-of-defence-ministers-meeting>.

Paul, M. (2021). Plans, problems and perspectives for Greenland's project independence. *Arctic Yearbook 2021*, <https://arcticyearbook.com/arctic-yearbook/2021/2021-briefing-notes/417-plans-problems-and-perspectives-for-greenland-s-project-independence>.

PBS (2026). Greenland's party leaders firmly reject Trump's push for U.S. takeover of island. 10 janvier, <https://www.pbs.org/newshour/world/greenlands-party-leaders-firmly-reject-trumps-push-for-u-s-takeover-of-island>.

Pechko, K. (2025). Rising Tensions and Shifting Strategies : The Evolving Dynamics of US Grand Strategy in the Arctic. The Arctic Institute, 7 janv., <https://www.thearcticinstitute.org/rising-tensions-shifting-strategies-evolving-dynamics-us-grand-strategy-arctic/>.

Peirce, B. (1868). *On the Resources of Iceland and Greenland*. Washington, Government Printing Office, <https://rse.hi.is/wp-content/uploads/2017/11/A-Report-on-the-Resources-of-Iceland-and-1.pdf>.

Pincus, R. (2020). Towards a new Arctic : changing strategic geography in the GIUK Gap. *The RUSI Journal*, 165(3), 50-58.

Pincus, R. et Berbrick, W. (2018). Gray Zones in a Blue Arctic : Grappling with China's Growing Influence. *War on the Rocks*, 24 oct., <https://warontherocks.com/2018/10/gray-zones-in-a-blue-arctic-grappling-with-chinas-growing-influence/>.

Reuters (2019). China withdraws bid for Greenland airport projects : Sermitsiaq newspaper. 4 juin, <https://www.reuters.com/article/business/china-withdraws-bid-for-greenland-airport-projects-sermitsiaq-newspaper-idUSKCN1T5190/>.

Reuters (2021). Greenland ends unsuccessful 50-year bid to produce oil. 16 juillet, <https://www.reuters.com/business/energy/greenland-puts-an-end-unsuccessful-oil-adventure-2021-07-16/>.

Reuters (2024). Greenland is not for sale, its leader says in response to Trump. Reuters, 23 déc., <https://www.reuters.com/world/americas/greenland-is-not-sale-its-leader-says-response-trump-2024-12-23/>.

Reuters (2025). Greenland wants more out of US defence agreement, minister says. 15 mai, <https://www.reuters.com/world/greenland-wants-more-out-us-defence-agreement-minister-says-2025-05-15/>.

Ronald, I. (2026). Why does Trump want Greenland and why is it so important ? *CNN World*, 8 janv., <https://www.cnn.com/2026/01/06/europe/why-trump-wants-greenland-importance-intl>.

Salama, V., Ballhaus, R., Restuccia, A. et Bender, M. (2019). President Trump Eyes a New Real-Estate Purchase : Greenland. *Wall Street Journal*, 16 août, <https://www.wsj.com/articles/trump-eyes-a-new-real-estate-purchase-greenland-11565904223>.

Schreiber, M. (2022). A U.S. Coast Guard ship unexpectedly encountered Chinese and Russian warships off Alaska. *Arctic Today*, 26 sept., <https://www.arctictoday.com/a-u-s-coast-guard-ship-unexpectedly-encountered-chinese-and-russian-warships-off-alaska/>.

Seward, W. et Walker, R.J. (1868). *A Report on the Resources of Iceland and Greenland*. US State Department, Washington, DC, <https://archive.org/details/areportonresour00statgoog/page/n16/mode/2up>.

Shamin, S. (2025). Behind Trump's threat : Why is Greenland so strategically important ? *Al Jazeera*, 9 janv., <https://www.aljazeera.com/news/2025/1/9/behind-trumps-threat-why-is-greenland-so-strategically-important>.

Starcevic, S. (2025). Greenland's leader wants independence from Denmark as Trump hovers over Arctic island. *Politico*, 3 janvier, <https://www.politico.eu/article/greenland-prime-minister-mute-egede-independence-denmark-colonialism-donald-trump-arctic/>.

Strategic Comments (2019). The GIUK Gap's strategic significance. *Strategic Comments* 25(8), 1-3.

The Guardian (2019). US warns Beijing's Arctic activity risks creating 'new South China Sea'. 6 mai, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/06/pompeo-arctic-activity-new-south-china-sea>.

Thiessen, M. (2019). Marc Thiessen : Don't dismiss Trump's Greenland proposal. It's far from ridiculous. *Fox News*, 23 août, <https://www.foxnews.com/opinion/trump-greenland-marc-thiessen>.

Thorsson, E. (2025). British firm eyes major Greenlandic oil project despite government opposition. *Arctic Today*, 7 nov., <https://www.arctictoday.com/british-firm-eyes-major-greenlandic-oil-project-despite-government-opposition/>.

Trump, D. (2024) in Shabad, R. Trump says ownership of Greenland 'is an absolute necessity'. *NBC News*, 23 déc., <https://www.nbcnews.com/politics/donald-trump/trump-says-ownership-greenland-absolute-necessity-rcna185197>.

Trump, D. (2025). Trump : 'The world needs us to have Greenland' | ABS-CBN News. *You Tube*, 26 mars, <https://www.youtube.com/watch?v=gxPKHOTGjp4>.

Trump, D. (2025b). « Greenland's a big deal » : Trump says US needs to have it. *Global News*. *You Tube*, 22 décembre, <https://www.youtube.com/watch?v=ScOekePKGUU>.

Trump, D. (2025c). Trump Threatens Denmark With Tariffs Over Greenland. *Bloomberg Television*, 7 janvier, <https://www.youtube.com/watch?v=hAuSgLUzYKc>.

Trump, D. (2026). Trump says Russia or China will occupy Greenland 'if we don't'. PBS NewsHour, *You Tube*, 9 janvier, <https://www.youtube.com/watch?v=9szNN5deG1k>.

Trump, D. (2026b). Trump Holds Press Gaggle On Air Force One, Takes Questions About Greenland, Iran, Venezuela. Forbes Breaking News, 11 janvier, *You Tube*, [https://www.youtube.com/watch?v=3mJ2z5t\\_AxQ](https://www.youtube.com/watch?v=3mJ2z5t_AxQ).

Trump, D. (2026c). The US needs Greenland for the purpose of National Security. 14 janvier, Truth Social, <https://x.com/FirstSquawk/status/2011402982945149257>.

US Department of State (2004). Agreement to Amend and Supplement the 1951 Agreement on the Defense of Greenland. Archives, 2001-2009, <https://2001-2009.state.gov/p/eur/rls/or/35269.htm#:~:text=Agreement%20Between%20The%20Government%20of,of%20defense%20areas%20in%20Greenland>.

US Department of State (nd). Purchase of the United States Virgin Islands, 1917. Archives, 2001-2009, Washington, DC, <https://2001-2009.state.gov/r/pa/ho/time/wwi/107293.htm>.

USGS (2025). Assessment of Undiscovered Conventional Oil and Gas Resources of the West Greenland-East Canada Province, 2023. Fact Sheet 2025-3016, <https://pubs.usgs.gov/fs/2025/3016/fs20253016.pdf>.

Van Leeuwen, H. (2021). How an Aussie zinc miner switched horses from China to the US. *Financial Review*, 8 déc., <https://www.afr.com/companies/mining/how-an-aussie-zinc-miner-switched-horses-from-china-to-the-us-20211208-p59fpt>.

Vance, J. D. (2025). Full JD Vance speech in Greenland says Denmark is 'failing' as vice president, *You Tube*, 28 mars, <https://www.youtube.com/watch?v=wO6NfaoviNU>.

Wenande, H. (2018). In the name of the king or traitor to the crown? *The Copenhagen Post*, 5 mars, <https://cphpost.dk/2018-03-05/business-education/in-the-name-of-the-king-or-traitor-to-the-crown/>.

World Legal Information Institute (nd). *Agreement relating to the Defence of Greenland, signed at Washington, April 9th, 1941*, Washington, DC, <https://www.worldlii.org/int/other/LNTSer/1941/38.pdf>.

World Oil (2025). \$215 million merger forms Greenland Energy to unlock Arctic drilling potential. *World Oil*, 11 sept., <https://www.worldoil.com/news/2025/9/11/215-million-merger-forms-greenland-energy-to-unlock-arctic-drilling-potential/>.

WSJ – Wall Street Journal (2026). Rubio Tells Lawmakers Trump Aims to Buy Greenland, Downplays Military Action. *Wall Street Journal*, 6 janvier, <https://www.wsj.com/politics/national-security/rubio-tells-lawmakers-trump-aims-to-buy-greenland-downplays-military-action-5c94e05c>.

Yale Law School (nd). Defense of Greenland : Agreement Between the United States and the Kingdom of Denmark, April 27, 1951. Washington, DC, [https://avalon.law.yale.edu/20th\\_century/den001.asp#art2para3M](https://avalon.law.yale.edu/20th_century/den001.asp#art2para3M).